

Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638 - 1798)

Grégoire GHIKA

Septième partie *)

*Le projet de transaction du chanoine
Adrien-Joseph-Maurice de Courten (1789)*

Introduction

La dissertation du bailli F.-J. Burgener, en 1760, avait mis pratiquement fin aux longs démêlés du clergé et des sept dizains valaisans depuis l'épiscopat de Hildebrand Jost. Burgener avait défendu la thèse de la souveraineté pure et simple des dizains. Sur le plan théorique, toutefois, le clergé ne s'avouait pas vaincu ¹.

*) Nos précédents articles sur les « Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798) » ont paru dans *Vallesia* :

1^{re} partie : t. V, 1950, pp. 201-227.

2^e partie : t. VI, 1951, pp. 111-152.

3^e partie : *La dernière réponse des VII Dizains : le mémoire du bailli Burgener* : t. VIII, 1953, pp. 145-192.

4^e partie : *La dissertation de l'abbé J.-B. Zurkirchen* : t. X, 1955, pp. 153-194.

5^e partie : *Un catéchisme d'instruction civique à l'usage des jeunes Valaisans du XVIII^e siècle* : t. XIII, 1958, pp. 119-220.

6^e partie : *La dissertation de l'abbé de Saint-Maurice Jean-Georges Schiner (1778)* : t. XVI, 1961, pp. 283-314.

Lorsque nous renvoyons à l'un de ces articles, nous nous contentons de citer le tome de *Vallesia* et la page.

¹ *Vallesia*, t. VIII, p. 152.

Sur le plan des idées aussi, la thèse de la souveraineté désénale fut commentée, amplifiée et corroborée après Burgener ; nous en avons donné pour preuves le « Catéchisme d'instruction civique à l'usage des jeunes Valaisans du XVIII^e siècle » et la dissertation de l'abbé de St-Maurice J.-G. Schiner².

Ce dernier auteur écrivait bien que deux chanoines de Sion avaient tenté de répliquer à Burgener, mais que leur essai n'était pas venu au jour et que, probablement, ils garderaient le silence³. Nous n'avions jamais rencontré de traces d'une telle tentative. Le document que nous publions ici, et que nous avons retrouvé assez récemment, atteste combien l'esprit de revanche des ecclésiastiques valaisans demeurait vivace en l'année même où la Révolution se déclenchait déjà en France.

Pour mieux le comprendre, il est nécessaire de reprendre quelques événements antérieurs.

*

Si l'on en croit les recès de la diète du Valais, le règne de l'évêque F.-F. Ambuel se passa sans heurts notables entre le prince et la diète. J.-E. Tamini et P. Délèze notent cependant⁴ que ce prélat sut maintenir avec fermeté les droits de l'évêché, et nous avons relevé, pour notre part, son attitude assez ferme dans une discussion concernant son droit régalien de monnayage⁵.

A son décès, l'élection de son successeur se déroule sans difficultés⁶. Le chapitre de Sion déclare en effet, d'entrée de cause, à la diète de mai 1780, qu'il est tout disposé à faire la présentation habituelle aux députés « sur l'ancien pied », afin d'accélérer la nomination. La diète se montre très satisfaite de ces heureuses dispositions du clergé. On relit le recès de l'élection de 1760 et l'on décide unanimement d'en respecter le protocole.

Le 26 mai, les députés sont convoqués à la Majorie pour huit heures du matin. Le chapitre ne devait s'y réunir qu'à neuf heures, l'intervalle étant réservé à une discussion éventuelle. Comme on a convenu de s'en tenir au mode de 1760, toute délibération est superflue, et les députés attendent sereinement l'arrivée des chanoines, qui viennent « in corpore ».

Le bailli ouvre la chancellerie du château en présence du grand doyen du chapitre ; il prend le glaive de la préfecture et le porte dans la salle des séances. Les députés, mêlés aux chanoines, se forment en cortège et se rendent à la cathédrale. Les députés se rangent dans le chœur, du côté de

² Nous avons publié ces textes dans *Vallesia*, t. XIII, pp. 119-220, t. XVI, pp. 283-314.

³ *Ibid.*, p. 307.

⁴ J.-E. Tamini et P. Délèze, *Nouvel Essai de Vallesia christiana*, St-Maurice, 1940, p. 71.

⁵ V. notre article : *La régle des monnaies en Valais*, dans *Revue suisse de numismatique*, t. 37, 1955, p. 36.

⁶ Archives de l'Etat du Valais (= AV), L 7, recès du 21 mai au 3 juin 1780 (texte allemand).

l'Épître, pour autant qu'il y a de la place ; les chanoines occupent le côté de l'Évangile.

Les héritiers de l'évêque défunt tiennent un long discours, auquel répond le bailli ; puis on demande au chapitre de présenter quatre de ses membres. Le chanoine Wolff, procureur général, prononce un discours « très sensé » et dépose une protestation « courte et polie » pour les droits de l'Eglise. Après quoi il présente les chanoines suivants : François-Melchior Zen Ruffinen, grand doyen, vicaire capitulaire ; François-Xavier Werra, curé de la ville ; Pierre-Joseph Imseng, chantre ; François-Xavier Preux, tous chanoines résidents⁷. On chante le *Veni Creator* et, selon l'usage, le bailli confie le « conseil secret » à la ville de Sion, dont l'évêque défunt était originaire ; ce conseil siège dans la petite sacristie ; on y loue les vertus de l'ancien évêque et celles des quatre candidats, tous si dignes de l'épiscopat. Considérant toutefois que l'un des quatre avait déjà figuré sur la présentation de 1760, et que dans l'actuelle, il vient au premier rang, le conseil donne la préférence à François-Melchior Zen Ruffinen, vu ses vertus et qualités, et il fait rapport de son choix au grand conseil.

Après « question à la ronde », faite publiquement dans le chœur, la majorité des voix confirme cette élection. Le nouvel élu accepte sa charge, non sans s'être déclaré, au préalable, indigne d'un tel honneur. Le petit doyen du chapitre le conduit du côté de l'Évangile et le fait asseoir près de l'autel. Le bailli lui remet alors le glaive de la préfecture, après un court rappel des devoirs d'un « évêque et préfet ». Le *Te Deum* chanté, on retourne en cortège à la Majorie, selon le même ordre qu'à l'aller, mais le nouvel élu s'avance à la droite du bailli. Ce dernier conduit l'évêque à la chancellerie et lui remet les clefs du château en présence des chanoines. L'évêque est ensuite introduit en diète, où il occupe le siège qui lui est réservé. Les députés y jurent à mains levées de protéger les droits de l'évêque, et celui-ci, la main sur la poitrine, jure de respecter ceux du Haut Etat. Ainsi prend fin cet acte solennel, tel qu'il est rapporté tout au long du recès.

F.-M. Zen Ruffinen, élu si paisiblement, n'a pas de démêlés notables avec la diète. Tout au plus, en séance du 5 décembre 1785, les dizains manifestent-ils quelque étonnement parce que l'évêque voudrait désigner un capucin comme suffragant, sans avoir sollicité leur agrément ; et ils demandent « des garanties pour les droits ecclésiastiques et civils de la patrie »⁸.

⁷ Le chanoine (Jean-) Etienne Wolff (1730-1790) : v. *Almanach généalogique suisse*, t. 6, Bâle, 1936, p. 786. — Les quatre chanoines présentés en 1780 sont : le futur évêque François-Melchior Zen Ruffinen (1729-1790) (Josef Lauber, *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte* (= BWG), t. 7, p. 444) ; François-Xavier de Werra (1727-1782) (que Lauber appelle Jos.-Xaver, *ibid.*, p. 422), chanoine et curé de Sion en 1759 ; Pierre-Joseph Imseng (1725-1798) (*ibid.*, t. 3, p. 11) ; Joseph-François-Xavier Preux (*ibid.*, t. 5, p. 175) sera évêque à son tour en 1807. — Le « petit doyen », c'est-à-dire le doyen de Valère, qui conduira le nouvel évêque à l'autel, serait le chanoine François-Joseph Andenmatten, si l'on en croit la liste de Tamini et Délèze (*op. cit.*, p. 94) ; toutefois, F. Schmid ne lui reconnaît la fonction de doyen de Valère qu'à partir de 1784 (BWG, t. 1, p. 282).

⁸ *Recès de la diète valaisanne*, traduction manuscrite par Adolphe de Courten, aux AV, 7 vol., L 17 à 23 (cité : de Courten), t. VII, p. 586. — Sur les intrigues du père François-Joseph Rouiller, en vue d'obtenir le titre d'évêque suffragant, v. Sulpice Crettaz, *Les*

Ce petit fait révèle une tension latente entre le clergé et la diète ; à la première occasion, tout pourrait être remis en question. Aussi ne s'étonne-t-on pas en lisant cette requête de l'évêque dans le recès de décembre 1788 : « que chaque dizain délègue un député, si faire se peut avant la diète de mai, pour assister à une conférence avec eux, en présence de Son Excellence le bailli, pour fixer clairement et réciproquement les droits de la Mense épiscopale et ceux du Haut Etat, pour les conserver à l'avenir sans contestations ». Les députés jugent alors opportun que « les requérants rédigent un projet, le transmettent aux sept dizains, afin que conseils et communes puissent se prononcer et donner les pouvoirs »⁹.

Le recès de mai 1789 porte que « la demande de l'évêque et du chapitre, telle qu'elle a été communiquée aux dizains par circulaire du bailli, fut traitée dans une conférence où étaient présents le bailli, le vice-bailli et divers députés de chacun des sept dizains. Elle fut formulée avec bénignité et d'une manière étendue. Sur quoi les membres civils susmentionnés ont manifesté le désir que les requérants susdits transmissent par écrit leur projet consistant en nombreux articles, à tous les sept dizains pour pouvoir en saisir favorablement les conseils et communes »¹⁰.

A la diète de décembre 1789, les dizains, inquiets de l'ampleur de ces revendications, prennent sans doute prétexte des événements de la Révolution française pour mettre en veilleuse les prétentions du clergé. Une traduction contemporaine du recès de cette session comporte ce qui suit : « touchant la circulaire que Sa Grandeur, conjointement avec le très ancien chapitre de Sion, ont fait passer par les louables dizains, ces illustres Seigneurs, avant tout, se sont unanimement déclarés tant en leur propre qu'aussi, au nom de leurs louables dizains et bourgeoisies et communautés, protestaient qu'ils n'avaient aucune intention de resserrer aucunement les droits tant de Sa Grandeur que du V. chapitre, mais de même aussi d'être sur leurs gardes que les leurs ne souffrent aucune atteinte et comme ces droits sont tellement impliqués entre eux, ils ne trouvaient point à propos ni faisable dans ce temps de trouble et d'émeute, de les pelucher, soit éclaircir par un contre-projet, priant ainsi tant Monseigneur que le V. chapitre de laisser les choses sur le vieux pied en attendant des temps plus favorables »¹¹. On lit

capucins en Valais, 2^e éd., St-Maurice, 1939, pp. 179-180. — Cf. en outre : Renzo de Felice : *Un capucin suisse adepte de Cagliostro*, dans *Versailles, revue de la Soc. suisse des amis de Versailles*, N^o 6, nov. 1960, pp. 25-29.

⁹ De Courten, t. VII, p. 622.

¹⁰ *Ibid.*, p. 632.

¹¹ AV, fonds de la Bourgeoisie de Sion (= ABS), 205/7, pp. 663-664 et 672-673. On trouve encore à la p. 683 un texte quelque peu différent : « Sur l'istante requête tant de par S. G. Mgr que du très ancien et vénérable chapitre de Sion, desquels les circulaires ci-devant émanées, conférences tenues en présence de S. E. M. le grand bailli, vice-bailli et les députés des sept louables dizains, au sujet d'un arrangement amical à faire entre les trois hauts corps au sujet de leurs droits respectifs en différentes occurrences, sollicitaient en toute meilleure forme, façon, avec des esprits pacifiques, de faire agréer leurs points et articles livrés à cette occasion ; à quoi Messeigneurs de la même bonne forme et bonne intelligence, s'intéressant pour la paix et bonne harmonie à entretenir entre lesdits hauts corps, ont répondu que comme leurs susdits articles étaient beaucoup dispendieux et en grand nombre, par ainsi impossible d'en faire un vrai et loyal recès à leurs communautés, sans qu'ils fussent donnés par écrit, ils priaient qu'il leur plût envoyer à chaque

encore dans le même recès que le secrétaire d'Etat est chargé d'expédier à l'évêque et au chapitre un extrait « de ce qui leur aurait plu de consulter et de leurs réflexions prises sur le projet envoyé, en vigueur de leur commission ».

On ignore malheureusement quelle suite a été donnée à ces tractations entre le clergé et les dizains, et si elles ont influencé l'élection du nouvel évêque Joseph-Antoine Blatter, survenue, selon Tamini, le 3 août 1790¹². En effet, il est extrêmement regrettable que le recès de cette élection n'ait pas été retrouvé jusqu'ici et semble perdu.

L'historien Anne-Joseph de Rivaz ne paraît pas avoir eu connaissance non plus des modalités de l'élection de 1790. Il n'en rapporte qu'un aspect : le dépit qu'en a éprouvé le chanoine Adrien-Joseph-Maurice de Courten, qui espérait être élu évêque. Voici son texte : « Après la mort de l'évêque Zen Ruffinen, son grand vicaire M. le chanoine de Courten fut nommé par le V. chapitre vicaire capitulaire. Mais sur ce que le V. chapitre, qui n'ignorait pas qu'il brigait l'épiscopat, ne le mit pas dans l'élection des quatre qu'il présente à l'Etat, ce Monsieur, piqué au vif de ce prétendu affront, résigna fort dédaigneusement son canonicat, résignation que le chapitre n'accepta qu'après lui avoir fait les plus vives sollicitations de ne point prouver au public que sa retraite n'était que l'effet de son peu de modestie et de son trop d'ambition. Il y fut sourd ainsi qu'aux conseils de ses amis. Le chapitre, pour lui témoigner un reste d'estime et d'affection et par égard pour la recommandation du nonce, le nomma à la cure de Viège, la meilleure du pays, en appelant au nombre des chanoines résidents le chanoine titulaire M. Emmanuel Kalbermatten curé de cette paroisse, qui vivait mal avec ses paroissiens au sujet de dîmes refusées et contestées »¹³.

dizain un exemplaire afin de mieux se pouvoir éclaircir sur tel nombre d'articles différents du projet formé, et que ces seigneurs ne manqueraient point d'être de fidèles référendaires, respectivement dans leurs départements ».

¹² Tamini et Déléze, *op. cit.*, p. 74. — François Boccard, dans son *Histoire du Vallais...*, Genève, 1844, donne la date du 3 août (p. 255), bien qu'à la p. 414 il inscrive celle du 2 août, ce qui doit être une erreur typographique. D'autres documents du fonds de Rivaz (AV, Rz 49/8/23 ; 18, pp. 500-501, et 22, pp. 515-519) sont unanimes sur celle du 3 août (obligeante communication de M. Pierre Devanthey). — Boccard rappelle que les troubles de Monthey se produisirent aussitôt après cette élection.

¹³ AV, fonds de Rivaz, *Opera historica* d'Anne-Joseph de Rivaz, t. V, p. 555. Cf. les mémoires du même auteur éditées par A. Donnet (dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. V à VII), t. III, p. 246. — On trouvera des renseignements biographiques sur le chanoine Adrien-Joseph-Maurice de Courten (1750-1820) dans les ouvrages de F. Schmid (*Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans BWG, t. I, pp. 465-466), de Tamini et Déléze (*op. cit.*, p. 436) et d'Eugène de Courten (*Famille de Courten, généalogies et services militaires*, Metz, 1885, p. 83). Ces auteurs offrent quelques divergences de détail sur sa carrière. F. Schmid lui donne les trois prénoms indiqués, les autres auteurs se contentant des prénoms, peut-être usuels, de Joseph-Maurice, encore que dans le texte latin publié ci-après, de Courten signe du seul prénom d'*Adrianus*. Rappelons en bref qu'il était né à Sierre, fils du gouverneur puis colonel au Piémont Marc-Antoine de Courten. Devenu prêtre, il obtint les grades de docteur en théologie et en droit canonique de l'Université de Dillingen en Bavière (1772). D'abord curé à Unterbäch puis à Ernen, il devint chanoine en 1775, mais n'entra au chapitre qu'en 1779. Il fonctionna comme official et vicaire général de 1784 à 1791, comme vicaire capitulaire en 1790. Du 1^{er} août 1791 à sa mort, il est curé de Viège, dont il

Cette notice est utile, car il est certain que c'est le chanoine de Courten qui fut la cheville ouvrière des articles élaborés en 1789, et qui formulent, pour la dernière fois sous l'ancien régime, les revendications du clergé contre les dizains valaisans au sujet de ses droits étatiques. Le zèle déployé par de Courten dans la rédaction de ce texte ne peut guère s'expliquer que par ses visées à l'épiscopat, mais ce zèle quelque peu intempestif pourrait bien avoir été une des causes de son insuccès.

Nous avons pu retrouver trois documents contemporains contenant le texte des articles de 1789 : le premier est un brouillon latin, signé *Adrianus de Courten vicarius generalis, canonicus sedunensis, anno 1789* ; il est entièrement de la main de l'auteur¹⁴, et se trouve actuellement aux Archives de l'Etat du Valais, fonds d'Odet I, 9/15 ; il s'intitule : *Jura quae in posterum episcopo et Ecclesiae sunt relinquenda*. Il s'agit de deux folios de papier (24 × 39 cm). Le texte comporte une marge considérable, de 10 cm, dans laquelle sont écrites quelques adjonctions ou notes. Il s'agit apparemment d'un texte destiné à une discussion, et comme l'indique l'auteur lui-même, à des corrections. Nous reproduisons ce texte en annexe. L'historien Anne-Joseph de Rivaz a recopié plus ou moins fidèlement ce texte latin dans ses *Opera historica* ; il ne l'accompagne d'aucun commentaire, signe qu'il pense pouvoir en approuver entièrement le contenu¹⁵.

est surveillant (doyen) dès 1809. De 1800 à 1802, il avait été déplacé contre son gré à Salquenen. — Dans ses *Mémoires*, Anne-Joseph de Rivaz en brosse un portrait sévère, bien que probablement véridique : « cet homme docte, non moins versé dans le droit que la théologie, dont il fut à Sion pendant plusieurs années professeur » (*op. cit.*, II, p. 246), paraît avoir été très démoralisé par son échec lors de l'élection épiscopale de 1790. Depuis sa nomination à la cure de Viège, il se révèle fort dépensier, et gagne « son principal en patrocinant dans toutes les cours de justice du pays, avec toute la cupidité et les mauvaises ruses ordinaires à nos avocats » (*ibid.*, I, p. 151). On le retrouve préoccupé de politique lors des palabres qui précèdent l'entrée du Valais dans la Confédération suisse (*ibid.*, II, p. 39). C'est encore lui qui rédige un mémoire juridique dans l'épineuse affaire de la séparation des paroisses de Chamoson et d'Ardon, mémoire fort opposé aux vues du chanoine de Rivaz, favorable à Chamoson (*ibid.*, III, pp. 151 et suiv.), ce qui peut expliquer en partie les jugements sévères du chanoine-historien. Sa réputation de savant théologien et d'habile jurisconsulte vaut à de Courten de siéger dans la commission qui élabore le nouveau « code valaisan », c'est-à-dire la *Nova legum Vallesiae collectio...*, Sion, 1820, 72 p.

¹⁴ Un document des archives du chapitre de Sion (Th. 83/49) permet de s'assurer que notre texte est bien de la main du chanoine de Courten, car les écritures sont identiques.

¹⁵ T. XV, pp. 839-845. — De Rivaz n'a pas eu connaissance du texte allemand, ni de sa version française. Il reproduit le texte latin, non sans maintes variantes ou erreurs de lecture. Au début, il semble même avoir tenté d'en améliorer le latin, mais cet exercice le rebute rapidement. Il évite avec prudence de recopier les expressions allemandes, auxquelles il n'entend rien. Il saute parfois des mots ou des notes marginales. Quant au titre, il l'amplifie de cette manière : « *Sunt jura quae in posterum episcopo et Ecclesiae a supremis magistratibus patriae Vallesiae relinquenda, ad pacem et unionem servandam inter patriam et patriae patrem ac principem dominum episcopum, proposita anno 1789 consilio generali oratorum septem dezenorum pro electione neoepiscopi post obitum reverendissimi in Christo patris Melchioris Zen Ruffinen congregato, proposita per illustrem et admodum reverendum dominum Adrianum de Courten canonicum sedunensem vicarium generalem pro venerabili capitulo sede vacante* ». On rectifiera que le décès de l'évêque Zen Ruffinen date de 1790, mais les articles de Courten, de 1789.

Le deuxième document est conservé dans les archives de la bourgeoisie de Mörel, sous la cote A 324 : il s'agit de 4 folios de papier (21, 5 × 33,5 cm), comportant un texte en langue allemande, intitulé : *Kurtzer Inhalt jener Punkte, welcher in der vorgeschlagenen freündhaftlichen Transaction sollen festgesetzt werden*. Nous reproduisons ce texte en respectant l'orthographe de l'époque. Nous restituons entre parenthèses carrées quelques lettres omises par *lapsus calami* évident, et dont l'absence nuirait au sens. Observons que ce texte et le suivant ne sont pas de la main du chanoine de Courten.

Les archives de l'évêché de Sion conservent le troisième document sous la cote 218/40 ; c'est une traduction contemporaine, en langue française, du texte allemand précédent, intitulée : *Sommaire des points qui doivent être arrêtés dans la transaction amiable projetée, traduit de l'original allemand*. Il s'agit de 4 folios de papier (24,5 × 37,5 cm). Nous reproduisons cette version française en regard du texte allemand, mais en rétablissant l'orthographe moderne, et en y introduisant la ponctuation que nous estimons la plus conforme au sens. Le texte allemand est accompagné de notes textuelles, qui indiquent aussi les divergences, parfois assez considérables, entre le texte latin et les textes allemand et français. En outre, nous accompagnons les textes français et allemand de notes explicatives, dont les chiffres renvoient à l'un et à l'autre texte. Enfin, nous avons introduit entre parenthèses carrées une numérotation des paragraphes des trois textes, afin de faciliter les comparaisons et les citations.

Nous savons, par les recès de la diète mentionnée ci-dessus, que les dizains avaient demandé au clergé, dès la fin de l'année 1788, de rédiger les articles de ses revendications. Le texte latin semble bien être le document qui fit l'objet de la conférence mentionnée lors de la diète de mai 1789.

On sait également que les députés demandèrent au clergé de transmettre son projet par écrit à tous les dizains : le texte allemand et sa version française paraissent fournir la réponse à ce vœu ; à la fin du texte allemand, l'auteur s'offre encore à donner, sur demande, le texte « des remarques de la conférence ». On peut donc estimer que ces textes ont été rédigés entre les mois de mai et de décembre 1789. On a vu comment la diète de décembre de cette année les enterra à tout jamais.

Il n'est guère aisé de porter un jugement définitif sur les textes du chanoine de Courten, puisqu'il ne s'agit que de brouillons ou de projets : ils supposent en contre-partie une spécification des droits des dizains, une négociation et une synthèse qui aurait pu donner une sorte de constitution de la République épiscopale du Valais. De Courten ne semble pas formuler toute sa pensée, ni dévoiler peut-être toutes ses visées. Certes, il manifeste une louable volonté d'apaisement ; il désire tranquilliser les consciences des ecclésiastiques et des laïcs, et il présente son projet de conciliation comme un pacte désormais inviolable. Mais il s'affirme défenseur du pouvoir temporel des évêques en Valais. Au fond de lui-même il a peu d'égards pour la souveraineté des dizains ou des communes de son pays, et il s'en passerait assez bien, n'était sa crainte des « frelons ».

Le projet de Courten tend donc à un compromis ; on comprend que les solutions qu'il préconise, et qui sont plus ou moins équilibrées, n'aient donné

satisfaction ni à l'une ni à l'autre des parties : des droits souverains sont adjugés tantôt à l'évêque, tantôt aux dizains ; les points de friction sont résolus tant bien que mal. Le lecteur en jugera en lisant les notes dont nous accompagnons le texte allemand et français. Le moins qu'on puisse dire est que cette avant-charte, si elle avait été adoptée, eût ménagé au prince-évêque nombre d'issues par lesquelles il aurait pu ressortir, un jour ou l'autre, avec des prétentions souveraines renforcées. Il est clair néanmoins que de Courten est bien éloigné de proposer un système rigide, tel que celui de Hildebrand Jost au XVII^e siècle, qui se heurtait en tout point à la thèse de la souveraineté des dizains.

Notre auteur se montre bien plus juriste que politicien. Il voudrait surtout combler maintes lacunes des statuts valaisans de 1571 et de leurs additions ; il tente de codifier de manière incontestable les droits de l'évêché. Ce faisant, il va plus loin qu'une charte constitutionnelle, et déborde nettement dans toutes les branches du droit public ou privé. D'où des « articles en grand nombre », dans des régions névralgiques où les droits de l'Eglise et de l'Etat sont « tellement impliqués entre eux ». Telle était déjà la critique de la diète valaisanne, en 1789, à l'égard du projet de Courten.

Il convient par contre de souligner combien de Courten s'éloigne de la manière de ceux qui, avant lui, avaient polémique pour ou contre la souveraineté de l'évêque ou des dizains. Il se refuse à prendre position dans les discussions historiques ; il se pose uniquement sur le plan de la pratique et de l'immédiat. Il ne cite aucun auteur, aucune source en dehors des statuts de 1571 et de leurs compléments ultérieurs. Mais on pourra s'en convaincre en lisant nos notes : l'auteur est au courant du long dossier du contentieux entre le clergé et les « patriotes » valaisans depuis le XVI^e et le XVII^e siècle. On ignore s'il l'a connu par tradition orale, ou s'il a revu les sources elles-mêmes. Quoi qu'il en soit, de Courten voudrait rebâtir à neuf, mais ses pierres proviennent d'une carrière qui n'est pas éloignée de celle de ses devanciers.

Aussi les dizains semblent-ils avoir flairé plus d'un piège juridique dans ce projet de transaction, et ils les ont évités prudemment ; ils ont coupé court à une discussion qui risquait de les égarer bien loin. Sans doute se sont-ils remémoré à temps les conseils de « vigilance républicaine » du bailli Burgener, et l'on peut se demander à juste titre, croyons-nous, si la crainte de voir se rouvrir le dossier du contentieux entre l'évêque et les dizains n'a pas amené les dizains, voire même le clergé, à éliminer le chanoine de Courten de la liste des candidats à l'épiscopat en 1790.

Les projets de Courten ne conservent pas moins un intérêt certain : il est instructif d'apprendre quels étaient les points demeurés litigieux à la fin du XVIII^e siècle, entre le clergé et la République des dizains, car aucun autre document, à notre connaissance, n'en laisse soupçonner l'étendue ni même l'existence. En outre, il est curieux de retrouver un projet de constitution rédigé dans l'optique d'un ecclésiastique valaisan, à l'avant-dernière heure de l'ancien régime.

Le plan que suit de Courten est assez simple, et peut se ramener à quatre points :

1. Règlement des modalités d'élection de l'évêque et de l'administration temporelle en cas de vacance du siège [1-7].

2. Règlement de la participation de l'évêque et du chapitre aux diètes [8-17] ; convocation, droit de suffrage, de préséance ; émoluments ; abscheid ; élection du bailli, du secrétaire d'Etat, du gouverneur de Monthey.

3. Règlement des attributions judiciaires de l'évêché, de l'official, du bailli et du chapitre, en qualité de « juges généraux » [18].

4. Règlement détaillé de divers droits régaliens de l'évêque, d'entente avec les dizains [19-33].

Ajoutons que, quant à la forme, de Courten divise son projet de transaction en 19 « paragraphes » qui mériteraient plutôt le nom de chapitres, étant eux-mêmes subdivisés en paragraphes. Ces chapitres sont d'étendue très variée. Ils sont suivis d'une protestation et d'un post-scriptum. Chaque « paragraphe » est muni d'un titre généralement clair. La protestation finale stipule nettement que si le projet n'est pas admis, les concessions envisagées dans le texte sont automatiquement retirées ; ceci afin d'éviter que les dizains ne puissent en tirer argument plus tard, pour soutenir que le clergé reconnaissait, par ce texte, qu'il ne jouissait pas de tel ou de tel droit.

Il est intéressant de dégager les principaux traits du système constitutionnel que le chanoine de Courten propose à la République des sept dizains. Sur six points fixant les prérogatives de l'évêque, l'auteur est amené à régler les relations de celui-ci avec les dizains souverains :

1. Titres de l'évêque :

L'évêque est comte et préfet du Valais, avec toutes les prérogatives qui en découlent, notamment les droits régaliens spécifiés plus loin. Il est chef de la République et premier membre de l'Etat [6] ; son nom figure en tête des traités et des actes publics [11, 31].

2. Election de l'évêque :

En cas de vacance du siège, le chapitre de Sion ou le vicaire capitulaire exerce la juridiction ecclésiastique et temporelle et remplace l'évêque en diète [7].

L'évêque est élu sur présentation du chapitre. Le doyen de ce corps remet le glaive à l'élu en même temps que le bailli [2-5].

L'évêque, le chapitre et les députés prêtent ensuite le serment de sauvegarder leurs droits respectifs [6].

3. Prérogatives de l'évêque et du chapitre en diète :

En diète, l'évêque a un suffrage égal à celui d'un dizain, pour toutes les décisions politiques ou autres, notamment pour accorder le titre de « patriote » (= citoyen valaisan) [8, 26/3°]. Il a voix décisive pour les appels émanant de ses juridictions [30].

L'évêque reçoit les lettres circulaires [8] et les « abscheids » (recès) comme un dizain [15].

Le bailli convoque les diètes, mais avec approbation épiscopale [14] et l'évêque est convoqué à toutes les diètes, où il peut se faire représenter

[10]. Les diètes ordinaires ne se tiendront qu'à la Majorie ; en cas de nécessité seulement on les tiendra ailleurs, moyennant autorisation épiscopale [9]. Les diétines peuvent se fixer ailleurs, mais l'évêque y sera convoqué ou représenté [10].

L'évêque et ses familiers touchent un émolument en diète [12, 15].

Le chapitre peut déléguer un ou deux chanoines en diète, mais sans suffrage, si ce n'est dans les cas d'usage ou relevant du for mixte [13].

La diète ne peut établir de nouvelles lois de portée générale sans les suffrages de l'évêque et du chapitre, et l'on devra respecter en cette matière les droits et immunités ecclésiastiques [33].

Les anciennes alliances seront renouvelées comme de coutume ; l'évêque y est nommé le premier ; on ne peut en conclure d'autres au détriment des droits de l'Eglise et des dizains [31].

L'évêque conserve ses droits sur le gouvernement de Monthey, notamment celui d'assermenter le gouverneur [17] ; il conserve aussi ses juridictions bas-valaisannes [23] et il peut y conférer un droit de bourgeoisie par lettre de légitimation [26].

L'élection du bailli, du vice-bailli et du secrétaire d'Etat se font selon l'usage en vigueur [16].

4. Le « juge général » :

L'évêque et l'official, le bailli ou le vice-bailli exercent le *judicium generale*, selon les statuts, notamment en cas de conflit entre communautés, entre l'évêque et les particuliers ou juridictions [18^{a-c}]. Les conflits entre l'évêque et un dizain entier sont jugés en diète, devant l'official et deux chanoines, qui auront en pareil cas un suffrage équivalent à celui d'un dizain [18^d]. Les litiges entre l'évêque et les sept dizains pourront être arbitrés par les cantons catholiques, selon le droit fédéral [18^e].

5. Droits régaliens de l'évêque :

L'évêque exerce divers droits régaliens, qu'il partage parfois avec les dizains, selon coutume ou entente [19-28] :

- a) confiscation des biens de condamnés pour crimes de lubricité [19^a] ;
- b) droit de succession des illégitimes [19^b et c] ;
- c) droit de recueillir les successions vacantes [20^a] et celles des étrangers (droit d'aubaine) [20^{b, c}] ;
- d) droit de monnayage [21] ;
- e) droit de nommer et d'assermenter les notaires [22] et de les surveiller, avec le concours des juges. L'évêque seul peut les destituer ou leur rendre la plume, et il contrôle leurs « protocoles » (minutes) [32] ;
- f) droit aux mines et aux cristaux [23] ;
- g) droits de péages [24] ;
- h) droit de rivage [24] ;
- i) droit de faire grâce aux condamnés et de fournir le bourreau [25] ;

j) droit de légitimer les bâtards et de conférer le titre de communier par légitimation dans ses juridictions [26] ;

k) confiscation des biens des criminels [27] ; mais l'évêque renonce aux « grands bans » (grandes amendes) [28].

6. Droits seigneuriaux de l'évêque :

L'évêque conserve tous ses fiefs et juridictions [29, 30].

Comme on le voit par cet aperçu, il ne s'agit pas d'un projet de constitution complet, mais des points que le clergé voudrait voir spécifiés en sa faveur dans une constitution qui, elle, pourrait « fixer clairement et réciproquement les droits de la Mense épiscopale et ceux du Haut Etat, pour les conserver à l'avenir sans contestations », ce que l'on souhaitait, de la part du clergé, en diète de décembre 1788.

Kurtzer Inhalt

Jener Punkte, welcher in der vorgeschlagenen Freündhaftlichen Transaction sollen festgesetzt werden

§ 1. Von der Bischofswahl

[1] Die sogenannte Bischofswahl ¹ soll ins künftig auf die nehmliche art und Weise vorgenommen werden, wie sie in diesem Jahrhunderte allzeit ist vor sich gegangen. Es soll also zu diesem Ende die Einwilligung Seiner päpstlichen Heiligkeit erhalten werden, wodurch diese Wahl einmahl für allemahl alss fest und giltig erkenent werde, und der auf solche art Erwählte (so fern kein *Impedimentum Canonicum* ansonst entgegen steht) ^a für Rechmässig erwählet gehalten werden, auch alle Rechte eines Rechtmässig erwählten im weltlichen so wohl als geistlichen geniesen.

[2] Nach dem absterben des Bischofs soll von weltlichen stande und Domcapitel dass Sigill oder Petschaft auf die Bischöffliche Kantzley, wo das Schwerdt ² der *Regalie* ^b aufbewahret werden soll getrucket werden.

[3] Bey der Bischofs-Wahl soll dieses Petschaft durch die Selben, die es aufgetrucket wieder abgebrochen werden in gegenwart von weltlichen Stande, und Dohmcapitel, dass Schwerdt soll ^c, auch vor der Wahl vom Seneschall getragen werden.

[4] Es soll dem Erwählten vom Landtshaubtmann, und vom vornehmsten im Kapitul übergeben werden.

[5] In allen gewöhnlichen Feyerlichkeiten soll es vom Seneschal ^d dem Bischof vorgetragen werden, auch in gegenwart des gantzen Standes, wie es allezeit ist gepfleget worden.

^a La fin de ce paragraphe, à partir des mots : *so fern kein...* n'a pas d'équivalent dans le texte latin.

^b L'auteur souligne le mot : *Regalie*.

^c La fin du paragraphe, à partir des mots : *dass Schwerdt soll...* ne figure pas dans le texte latin. — Le texte français ajoute : « de quelques-uns » de l'Etat et du chapitre.

^d Dans le texte latin, ce paragraphe figure en marge ; le sénéchal n'y est pas mentionné comme porte-glaive.

¹ Sur les élections épiscopales du XVII^e et XVIII^e siècle, voir notre introduction ci-dessus, et en outre : *Vallesia*, V, pp. 202-207, 212-214 ; VI, pp. 112, 146-152 ; VIII, pp. 150-152 ; XIII, pp. 179-187 ; XVI, pp. 310-312. — V. en outre notre ouvrage : *La fin de l'Etat corporatif en Valais...*, Sion, 1947 (cité : *La fin...*), pp. 190-198. — On voit que de Courten fait sienne une proposition déjà formulée par le bailli François-Joseph Burgener (*Vallesia*, VI, p. 149) et par son disciple anonyme, auteur du « catéchisme » de 1768 (*Vallesia*, XIII, pp. 188-

Sommaire

des points qui doivent être arrêtés dans la transaction amiable projetée, traduit de l'original allemand

§ 1. De l'élection de l'évêque

[1] L'élection ainsi dite de l'évêque¹ doit être célébrée à l'avenir de la même façon, comme elle s'est toujours passée dans ce siècle. Il faudra donc obtenir le consentement de Sa Sainteté le pape, par lequel cette élection doit être regardée une fois pour toujours pour bonne et valable, afin que celui qui aura été élu de cette façon (pourvu qu'il n'y ait point d'ailleurs quelque empêchement canonique) soit tenu pour légitimement élu, et doive jouir de tous les droits qui compètent à un légitimement élu, soit dans le spirituel, soit dans le temporel.

[2] Après le décès d'un évêque, l'Etat et le chapitre mettront leurs cachets sur la chancellerie épiscopale, où le glaive² de la régale sera gardé.

[3] Le jour de l'élection, ces cachets seront levés par ceux qui les auront mis, en présence de quelques-uns de l'Etat et du chapitre ; le glaive sera porté par le sénéchal avant l'élection faite.

[4] Il sera présenté au nouvel élu par le bailli et la première dignité du chapitre. [5] Dans toutes les solennités accoutumées, le sénéchal portera ce glaive, précédant l'évêque, même en présence de tout l'Etat, comme il a été accoutumé jusqu'à présent.

189), à savoir que le chapitre de Sion devrait obtenir de Rome un indult approuvant le mode d'élection épiscopale en usage en Valais, et notamment la présentation de quatre candidats que le chapitre faisait aux dizains.

² Sur les élections épiscopales, v. notre note précédente. — Sur le glaive de la régale et sur le rôle du sénéchal comme porte-glaive, v. notre article : *Le glaive des évêques de Sion et les glaives de justice valaisans*, dans *Annales valaisannes*, 1960, pp. 593-624. — On comparera sur ce point la proposition du bailli Burgener en 1760 (*Vallesia*, VIII, p. 171). — De Courten semble insister pour que le chapitre assiste à l'apposition des scellés et à leur enlèvement. Il réclame que les chanoines remettent le glaive à l'élu en même temps que le bailli : on sait combien les dizains tenaient, depuis la capitulation imposée à Hildebrand Jost, en 1613, à ce que le bailli fût seul à investir l'évêque du glaive de la régale et des clefs de la Majorie (*La fin...*, p. 119), tandis que le chapitre de Sion revendiquait une remise simultanée du glaive par son doyen et par le bailli (*Vallesia*, VI, p. 131). — On ignore si l'usage voulait ou non que le sénéchal portât l'épée devant l'évêque, même en présence de la diète et du bailli. De Courten paraît vouloir sauvegarder ce principe.

[6] Es sollen ins künftig alle *Protestationes*³ ausgelassen werden, die bis dahin bey der Wahl üblich waren, hingegen soll ein Eyd diesen Tractat allzeit unverletzt zu halten abgelegt werden, alss dann sollen auch vom Bischof, Kapitul den standsgesandten in Nahmen des gantzen vatterlandess vom Seneschal, etc., die anderen vorher gebräuliche Eyde zu Erhaltung gegenseithigen Jurisdictionen, Immuniteten, Privilegien, und Freyheiten wie auch der treue, und gehorsams gegen den Bischof abgelegt werden^e. Alles dieses aber unter der auftrucklichen, und allem vorauszusetzenden bedingnis, dass die Landsleüthe bekennen, schwören und versprechen zu Erkennen dass das Recht der Praefectur, und grafschafft von Wallis sambt seinen zugehörigen sonst niemahl widersprochenen, und unten zu erklärenden Rechten dem Bisthum unabsonderlich angeheftet und mit dem Selben unzertrenlich verknüpft sey, wie auch das der Bischof das haubt der freyen Republic sey, als das Erste glid des hohen standes.

§ 2. *Sede vacante, oder nach dem absterben des Bischofs*

[7] Soll alle geistliche (wie es für sich selbst gantz Richtig ist) und weltliche Jurisdiction des Bischofs dem DomCapitel, oder dessen, den Rechten gemäs *f* zu erwählenden *Vicario* zu fallen, welcher hiemit dem LandRath beywohnen wird, und die Selben Rechte, und vorzüge, wie auch die nehmliche Beschwärden haben soll, bis ein Bischof erwählt seyn wird⁴.

§ 3. *Sede plena, in anschau des Landrathes*

[8] Die stimme des Bischofs soll durchaus, und in allen vorfällen wie auch sonst in anderen angelegenheiten des Staates oder des gemeinen Wesens für

^e Dans le texte latin, l'expression : *gegen den Bischoff* n'est pas rendue ; par contre, à la fin du paragraphe, l'auteur y ajoute : « faute d'une pareille reconnaissance et promesse, on ne peut absolument rien faire ». Enfin, les dernières lignes du texte allemand trouvent leur équivalent en marge dans le texte latin.

^f Les expressions : *wie es für sich selbst gantz richtig ist* et : *den Rechten gemäss* n'ont pas d'équivalent dans le texte latin qui, par contre, comprend en marge une annexe à ce paragraphe, où l'auteur propose que « si les dizains ne veulent pas faire de concession sur ce point, il serait peut-être indiqué que le bailli, ou bien un député élu dans chaque dizain, fût admis à l'élection de ce vicaire ».

³ Sur ces assermentations et sur les protestations que le chapitre de Sion faisait au moment des élections épiscopales, pensant ainsi sauvegarder ses droits, ceux de l'évêché, et soulager sa conscience, v. notre note 1 ci-dessus, et plus spécialement *Vallesia*, VI, pp. 149 N° 6 et 151 ; VIII, p. 186, où le bailli Burgener souligne l'inanité de protestations purement platoniques. — De Courten suggère ici que son « traité » remette tout en ordre, que l'on jure de l'observer à perpétuité, en lieu et place de protestations inutiles. Il veut assurer définitivement à l'évêque les titres de comte et de préfet, de même que les droits

[6] On omettra à l'avenir les protestes³ usitées dans l'élection, mais on prêtera serment d'observer ponctuellement et à jamais ce traité : après quoi l'évêque, le chapitre, les députés, au nom de toute la patrie, le sénéchal, etc., prêteront les serments usités jusqu'à présent pour la conservation réciproque des juridictions, immunités, privilèges, franchises, comme aussi de la fidélité et de l'obéissance envers l'évêque. Bien entendu que tout ceci ne sera accordé que sous condition et réserve expresse et préalable que les patriotes avouent et jurent de reconnaître que le droit de la préfecture et comté du Valais, avec ses autres annexes, d'ailleurs non contestées, et ceux qui seront déclarés plus bas, est inséparablement annexé et incorporé à l'épiscopat, comme aussi que l'évêque est le chef de la libre République, comme le premier membre de l'État.

§ 2. *Sede vacante, ou après le décès de l'évêque*

[7] Toute juridiction ecclésiastique (comme il est d'ailleurs incontestable) et temporelle de l'évêque appartiendra au chapitre, soit au vicaire capitulaire, qui sera élu selon les Canons ; qui, par conséquent, assistera aux diètes avec les mêmes droits, privilèges et charges de l'évêque, jusqu'à ce que celui-ci sera élu⁴.

§ 3. *Sede plena, quant aux diètes*

[8] Le suffrage de l'évêque doit être compté comme le suffrage d'un dizain dans les diètes, sans exception, et dans tous les cas, comme aussi dans toutes

rattachés à ces prérogatives en vertu de la coutume, notamment ceux qu'il énoncera plus loin. — Sur le titre de l'évêque « chef et premier membre » de la République, de Courten reprend des idées qui sont exprimées en 1627 déjà sous la plume de Hildebrand Jost ou de ses juristes (cf. *La fin...*, pp. 164-168), de même que dans les revendications du chapitre en 1752 (*Vallesia*, VI, pp. 106-142, 145, 147, 149 ; X, pp. 175, 187, 188, 193).

⁴ Depuis Hildebrand Jost, en tout cas, c'était le bailli qui assumait les prérogatives temporelles de l'évêque en cas de vacance du siège (cf. notre article : *Droits et fiefs des Princes-Evêques de Sion au début du XVII^e siècle*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1948, p. 195). Au XVIII^e siècle, le chapitre exigeait que le vicaire général assurât l'intérim (*La fin...*, p. 168). Au XVIII^e siècle, à notre connaissance, cette revendication est moins explicite : on se reportera toutefois au mémoire du chapitre de 1735 (*Vallesia*, VI, pp. 122, 128) et à l'avis des dizains en 1752 (*ibid.*, p. 149, 3^o, et p. 150) : Sierre demandait alors « qu'en cas d'absence ou de mort de l'évêque, le vicaire général et non le chapitre assistât à la diète ». Apparemment, le chapitre prétendait assister aux diètes *sede vacante*. — On observera que c'était Jean-Joseph de Chastonay de Sierre qui était vicaire capitulaire en 1752 (*ibid.*, p. 151), ce qui explique peut-être le zèle de Sierre à cette date. A relever que de Courten est également originaire de Sierre. — Dans le texte latin, l'auteur prévoit la fin de non-recevoir des dizains et il envisage une concession dans l'espoir de faire triompher la demande du chapitre.

ein Zehnden gerechnet werden ^g. Es sollen also alle Circular schreiben an Ihn geschicket werden ⁵.

[9] Die allgemeine Rathsversamblungen, oder LandRathe sollen allzeit zu Sitten in dem Bischofslichen Schlosse ^h, nachdem er hergestellt seyn wird, gehalten werden, es wäre dann das der Bischof die Selben anderswo zuhalten aus dringenden ursachen zu geben wollte.

[10] Sonderheitliche Rathsversamblungen, oder Rathstage mögen anderswo gehalten werden, der Bischof soll aber zu allen eingeladen werden, auch soll ihm gestattet seyn, einen andren an statt seiner, und mit dem auftrag seiner Befelche zu schicken. dies letstere soll ⁱ auch verstanden seyn von den allgemeinen Rathsversamblungen oder Landräthen, wenn der Bischof rechtmässig verhindert ist ⁶.

[11] In allen abhandlungen oder ackten, die in Nahmen des Standes verfasset werden, soll der Bischof der erste genennet werden ⁷. [12] In den *Emolumentis*, oder Nutzbarkeiten ^j der LandRäthe soll der Bischof wie jetzt gehalten werden ⁸.

[13] Das Capitell soll einen oder zwey in die LandRäthe schicken dürfen aber sie sollen kein *votum decisivum* ⁹ haben auser den sonst gewöhnlichen Fallen, und in *Causis mixti fori* ^k.

^g Le texte latin dit plus brièvement que « le suffrage de l'évêque doit être compté absolument, dans toutes les affaires, comme celui d'un dizain », et l'auteur souligne « absolument ».

^h Le texte latin ne précise pas que les séances se tiendront à la Majorie, quand le château aura été reconstruit.

ⁱ La fin du paragraphe, depuis les mots : *dies letztere soll...* n'a pas d'équivalent dans le texte latin.

^j A la fin de ce paragraphe, dans le texte latin, l'auteur ajoute : « ces charges doivent être spécifiées ; il (= l'évêque) devra supporter les frais des déjeuners et peut-être aussi du repas de midi, comme cela s'est fait jusqu'ici ; cela sous réserve d'empêchement légitime ; peut-être vaudrait-il mieux n'admettre aucune obligation pour le repas de midi. Il faudra s'entendre sur ce point ».

^k Tout ce paragraphe n'a point d'équivalent dans le texte latin.

⁵ Sur le suffrage de l'évêque en diète, qui doit être compté à l'instar de celui d'un dizain, v. le catéchisme de 1768 (*Vallesia*, XIII, pp. 158-159), qui ne reconnaît à l'évêque aucun suffrage de ce genre dans les affaires importantes de l'Etat. De Courten revendique ici le contraire, ce qui ressort nettement du texte latin. — V. encore à ce sujet : *Vallesia*, VIII, pp. 180, 181, 185, 186 ; X, pp. 175, 176 ; *La fin...*, pp. 227-230.

Sur les « circulaires », v. W.-A. Liebeskind, *Das Referendum der Landschaft Wallis*, Leipzig, 1928, pp. 71-76. — L'évêque prétendait les obtenir, mais les dizains et le bailli ne s'estimaient pas obligés de les lui communiquer régulièrement (*Vallesia*, VIII, pp. 146-152 ; XIII, pp. 155 et 170).

⁶ De Courten fait allusion aux paragraphes [9] et [10] au château de la Majorie, incendié avec une notable partie de la ville de Sion le 24 mai 1788 (H. Schiner, *Description du département du Simplon...*, Sion, 1812, p. 355). — On sait que, depuis le XVII^e siècle, les dizains soutenaient que le bailli était en droit de convoquer les diètes où bon lui sem-

les autres circonstances qui regarderont l'Etat et la République. Toutes les lettres circulaires lui seront donc adressées et envoyées⁵.

[9] Les diètes générales seront toujours tenues dans le château épiscopal à Sion, quand il sera réparé, sauf que l'évêque consente, par des raisons pressantes, qu'elles soient tenues ailleurs.

[10] Les diètes particulières peuvent être tenues ailleurs, mais l'évêque doit être invité à toutes et il lui sera permis d'envoyer quelqu'un muni de ses ordres à sa place. Ce pouvoir doit lui compéter aussi au sujet des diètes générales, quand il sera légitimement empêché⁶.

[11] Dans tous les traités et actes quelconques qui seront adressés au nom de l'Etat, l'évêque sera nommé le premier⁷.

[12] Quant aux émoluments de la diète, il les tirera comme jusqu'à présent⁸.

[13] Le chapitre doit avoir le pouvoir d'envoyer un ou deux de son corps aux diètes générales ; mais ils n'auront point de voix décisive, hors les cas usités jusqu'à présent, et dans les cas qui sont du *for mixte*⁹.

blait (*La fin...*, pp. 121, 127, 153, 172, 221, 222 ; *Vallesia*, VI, p. 126 ; XIII, pp. 154-155). Les patriotes du XVIII^e siècle tenaient ferme à cette prérogative baillivale. De Courten entend restreindre la liberté du bailli en matière de convocation de diètes. — Les diètes générales sont les diètes ordinaires de mai et de décembre (*Landrat*) ; les diètes particulières ou diétines sont des assemblées extraordinaires (*Ratstag*). Le catéchisme de 1768 (*Vallesia*, XIII, p. 155, N^o 43 et 44 et p. 164, N^o 69) précisait bien que le bailli convoquait les diétines là où il l'entendait, et que l'évêque n'y était convoqué que si l'on y traitait d'affaires ecclésiastiques ou de cas concernant sa juridiction. Il ne semble point que l'évêque, lorsqu'il était empêché, envoyait un représentant en diète ; on sait par contre que le chapitre réclamait un droit de siège et de vote dans toutes les diètes (*Vallesia*, VI, pp. 113, 116, 121, 125, 138, 140, 145, 149, 150 ; VIII, pp. 184-185 ; XIII, pp. 166-168), notamment en cas d'empêchement de l'évêque. C'est ce que de Courten revendique ici.

⁷ L'évêque était nommé le premier dans l'acte de renouvellement d'alliance avec les cantons catholiques ; mais son nom n'apparaissait point dans tous les traités (ainsi dans l'alliance avec le roi de France). Depuis le XVII^e siècle, les dizains prétendaient conclure librement les alliances qui leur convenaient (*La fin...*, pp. 231, 232 ; *Vallesia*, XIII, pp. 149-150, 157, 161, 162 ; XVI, p. 309). De Courten suit ici l'avis opposé conformément au point de vue du clergé (*Vallesia*, VI, pp. 119, 120 ; X, pp. 173, 187).

⁸ On est peu renseigné sur le montant de ces émoluments, comme aussi sur ceux des députés des dizains. Il s'agissait de « sportules » ou jetons de présence (*Vallesia*, VI, p. 143). — Sur les revenus de l'évêque en diète, v. *ibid.*, pp. 145, 149 ; VIII, p. 185 ; XVI, p. 307. — Le texte latin montre que de Courten a en vue des émoluments dus par l'évêque sous forme de repas ; mais les textes allemand et français semblent bien faire allusion à des émoluments perçus par l'évêque.

⁹ De Courten reproduit, tout en les atténuant, les revendications du chapitre concernant sa participation aux diètes (*Vallesia*, VI, pp. 121, 124, 125, 138-141, 143-150 (*for mixte*) ; XIII, pp. 158, 166, 167 ; XVI, pp. 305-308). Sur le « *for mixte* », v. J. Graven, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan...*, Lausanne, 1927, p. 183. — On observera que l'auteur renonce à la « voix décisive » en dehors des cas d'usage.

[14] Die Landräthe, wie auch die ausserordentliche Rathstäge sollen von dem Landshauptmann beschrieben werden¹⁰, doch soll so wohl in dieser beschreibung, als in dem abscheyd gemeldet werden *mit genehmhaltung, und guttheissung des Bischofs*¹ — den Sitz belangend soll die ordnung wie bis dahin beobachtet werden — allein anstatt der Ersten Clausula *In beyseyn, oder gegenwart* soll gesetzt werden mit guttheissung, und in gegenwart Ihr hochfürstlichen gnaden.

[15] Dem Bischof soll ein abscheydt zugestellet werden. Er soll auch^m die gewöhnliche Nutzbarkeiten, und *Emolumenta* beziehen, gleich wie auch die familie hauptsechlich die zwölf Säcke Saltz¹¹.

[16] Bey der Wahl der drey Ersten Standesbeamtenⁿ soll alles beobachtet werden wie bis dahin¹².

[17] Bey der beeydigung des Landvogts von Monthey soll auch vom Bischof meldung geschehen, wie bey allen^o anderen ackten, so die Montheyer betreffen¹³.

§ 4. Von dem allgemeinen gericht im Civilisch und weltlichen

[18^a] Das Recht dess allgemeinen^p gerichts, *Judicii generalis*, soll dem Bischof und seinem Official, laut Landrecht gestattet werden, mit uorbehalt der sonderheitlichen Rechte einiger zehenden und oerter krafft welcher alle verbunden seind ihre gegner uor ihrem Richter ausszuforderen, wenn iedoch die ordentlichen Richter in alda gewissen fällen solten recusiert werden, oder sonst ihr ambt nicht uerrichten könnten so soll es allenthalben erlaubt seyn gemäss dem Landrecht an den Bischof den official den Landsshauptmann, oder Landshauptmanstadthalter sich zu wenden damit es den Parteyen nicht

¹ L'auteur souligne : *mit genehmhaltung, und guttheissung des Bischofs*, et plus loin : *in beyseyn, oder gegenwart*. — Le texte latin ne précise pas que l'assentiment de l'évêque doit figurer aussi bien dans la lettre de convocation que dans le recès. Par contre, dans le texte latin, l'auteur souhaite que l'évêque soit averti à l'avance de toute convocation de diète, et il ajoute : « les séances se tiendront comme par le passé, mais la formule initiale ne doit plus être : en présence de l'évêque (*in Beyseyn*), mais : avec l'approbation et en présence de S. G. (*mit guttheissen und beyseyn — Gegenwart — ihr Hochw. Gnaden*). Il vaudra mieux maintenir la formule : sous réserve de l'approbation des conseils et communes ; cela afin de ne pas exciter les frelons ».

^m A partir des mots : *er soll auch*, le texte allemand ne retrouve plus son équivalent dans le texte latin, hormis l'allusion aux douze sacs de sel.

ⁿ Le texte latin ne mentionne que l'élection « du bailli, etc. ». Le texte français énumère le bailli, le vice-bailli et le secrétaire d'Etat.

^o La fin du paragraphe, depuis les mots : *wie bey allen...* ne figure pas dans le texte latin. — Le texte français porte : « ...qui regarderont le gouvernement de Monthey ».

^p A partir des mots : *dess allgemeinen...*, l'écriture est d'une autre main dans le texte allemand. — Le texte latin est identique au texte allemand, à ceci près qu'il n'y est question que du cas « où les juges ne se trouvent pas ». L'allemand précise qu'il s'agit de cas de récusation ou d'empêchement.

[14] Le bailli convoquera les diètes générales et particulières¹⁰ ; mais soit dans cette convocation, soit dans l'abscheid sera expressément mentionnée et insérée cette clause : « avec consentement et approbation de l'évêque ». Quant à la séance même, l'ordre sera observé comme jusqu'à présent, mais au lieu de la première formule « en présence », il y sera mis : « avec approbation et en présence de Mgr l'évêque ».

[15] On donnera un abscheid à l'évêque. Il aura les émoluments usités, comme aussi la famille ; surtout, les douze sacs de sel¹¹.

[16] Quand on élit le bailli, vice-bailli et secrétaire d'Etat, l'on observera toutes les règles comme du passé¹².

[17] Dans le serment du gouverneur de Monthey, mention sera faite de l'évêque, comme aussi dans tous les actes qui regarderont le gouvernement de Monthey¹³.

§ 4. Du jugement général dans les affaires temporelles et civiles

[18^a] Le droit du jugement général (*judiciū generalis*) compètera à l'évêque et à son official selon les statuts (réservés pourtant les droits et privilèges particuliers de quelques dizains) par lesquels il est ordonné à tout acteur de citer son adversaire par-devant son juge local. Si toutefois ce juge ordinaire pouvait dans certains cas être récusé, ou ne pouvait exercer son office, il sera permis partout de recourir à l'évêque, à son official, au grand bailli ou vice-bailli, conformément aux statuts, pour que les parties litigantes ne soient pas privées d'un juge et forcées contre leur gré de prendre des arbitres.

¹⁰ Sur la convocation des diètes, v. notre note N° 6 ci-dessus. Si l'on adoptait une formule de ce genre, la cosouveraineté épiscopale se trouverait restaurée. — Le texte latin atteste que de Courten n'ose s'en prendre à la souveraineté communale, qui se manifeste en Valais, sous l'ancien régime, par le référendum aux « conseils et communes ».

¹¹ De Courten ne réclame pas ici de recès pour le chapitre, mais bien en faveur de l'évêque, ce qui ne semble pas avoir été trop contesté (v. dans ce sens le catéchisme de 1768, dans *Vallesia*, XIII, p. 166). — Sur les émoluments de l'évêque, v. notre note N° 8 ci-dessus. — Les « familiers » de l'évêque et son caviste recevaient, régulièrement, des gratifications ascendant à quelques couronnes ; les recès de la diète valaisanne mentionnent ces versements dès le XVI^e siècle. Il en allait de même pour la « famille » de l'évêque au XVIII^e siècle. On ignore par contre à quel moment s'était introduite la coutume de lui remettre ces douze sacs de sel, auxquels de Courten tient si fort.

¹² La présence du chapitre était indispensable à l'élection du bailli ; v. à ce sujet : *La fin...*, p. 217 ; *Vallesia*, VIII, p. 187 ; XIII, pp. 167-168. — On ignore s'il en allait de même pour la nomination du vice-bailli et du secrétaire d'Etat ; on ignore donc si de Courten émet une prétention nouvelle ou veut sauvegarder une coutume.

¹³ Depuis le XVII^e siècle, les dizains contestaient à l'évêque tout droit dans l'élection du gouverneur de Monthey (*La fin...*, pp. 235-236 ; *Vallesia*, VI, p. 127, et XIII, p. 179). De Courten semble remettre ce problème en cause.

an einem Richter mangle und damit sie nicht wider ihren willen Schidrichter zu erwählen gezwungen seyn. Eben diese sollen auch *Judices generales* seyn in den zu weilen uorfallenden streidthändeln zwischen zehnden gegen zehenden, es wäre dann, das sie sich mit beederseitigen Einwilligung lieber schiedrichter wöhlen wollten.

[18^b] Dasselbige *q* soll auch zu verstehen seyn im falle, wo sich eine zwistigkeit zwischen einer Gemeinde wider eine andere erheben sollte, wo der ordentliche Richter ein mitglied eintwederer gemeinde wäre, und also alss verächtlich könnte abgeschlagen werden.

[18^c] Der Landshaubtmann wenn er nicht interesirt ist, sonst der Landshaubtmannstathalter mit dem Official von Sitten, welche Bede fals sie es für nöthig erachten, ein dritten zu sich nehmen können, sollen die Richter seyn in den händlen zwischen dem Bischof und einigen sonderheitlichen Jurisdictionen ^r und Particularen.

[18^d] Wenn ein handel uorfällt zwischen dem Bischof und einem gantzen Zehenden als zehenden soll er entschieden werden im Landrath, und in gegenwart des Officials, oder zwener aus dem Capitul, welche dass stimmrecht hierin gleich anderen zehenden haben sollen.

Es wäre dann, dass in der gleichen fällen die Partheyen lieber schiedrichter erwählen von oberwenden gerichten aber kann ^s die Appellation an den Landrath gestattet werden.

[18^e] Wir uerlangen auch, das man auf mittel denken und übereinkommen wolle was für einen unparteieschen Richter wählen wolle für die falle wo der Bischof mit allen sieben löblichen Zehenden sollte in zwischt oder streithandel uerfalenn, die uernunft ^t und dass Naturrecht wollen ja, dass einer nicht zu gleich Richter und Partey seyn könne ¹⁴.

^q Le paragraphe 18^b n'a pas d'équivalent dans le texte latin.

^r Le texte latin mentionne avec plus de précision les litiges « entre l'évêque, certaines juridictions particulières, communes et personnes particulières ».

^s A partir des mots : *aber kann...*, la fin du paragraphe n'a plus d'équivalent dans le texte latin.

^t La fin du paragraphe, depuis les mots : *die Vernunft...*, ne se retrouve pas dans le texte latin, qui la remplace par cette phrase : « peut-être voudront-ils recourir aux cantons catholiques ou à des arbitres à choisir parmi ceux-ci, ce qui sera très juste et conforme à la pratique de la Confédération helvétique ». — A la suite de ce paragraphe, le latin ajoute : « l'appel contre tous les juges précédents pourra être interjeté en diète ».

¹⁴ Les statuts du Valais de 1571, cap. I, *de citatione* (A. Heusler, *Rechtsquellen des Cantons Wallis*, dans *Zeitschrift f. schweizer. Recht*, N. S., t. 8, pp. 265-274), laissent le choix entre le tribunal de l'évêque, de son lieutenant (le bailli), de l'official, et celui du juge du lieu, sous diverses réserves (paragr. 3 et 5). D'après les accusations du chapitre de Sion dans son mémoire de 1735, cette faculté aurait été abolie dès la fin du XVII^e siècle, au détriment des droits épiscopaux en la matière (*Vallesia*, V, p. 211 ; VI, pp. 127-129 et 142, 149 ; XIII, p. 153). — De Courten, pour sa part, propose de réserver le tribunal de l'évêque, de l'official ou du bailli aux cas où le juge ordinaire se verrait récusé ou empêché. La récusation était prévue par les statuts de 1571, cap. CXXXVI (Heusler, *op. cit.*, t. 8, p. 324), mais on ne prévoyait en pareil cas que le recours « à un juge compétent non suspect ou à un juge supérieur ».

Faute d'une étude sur la procédure en droit valaisan sous l'ancien régime, il n'est

Les mêmes doivent aussi être juges généraux dans les procès entre des dizains entiers, à moins que ceux-ci préfèrent un arbitrage de commun consentement.

[18^b] De même dans le cas de procès entre deux communautés, où le juge ordinaire serait membre de l'une ou de l'autre et qui, par conséquent, pourrait être récusé par l'une des parties.

[18^c] Le bailli (s'il n'est pas intéressé, sans quoi le vice-bailli), avec l'official de Sion, qui dans le cas où ils le jugeront à propos pourront choisir un troisième, doivent être les juges dans les causes ou procès entre l'évêque et quelques juridictions particulières, ou autres particuliers.

[18^d] S'il arrive qu'il y ait un procès entre l'évêque et un dizain entier comme dizain, il doit être décidé en diète, en présence de l'official ou de deux chanoines, qui auront une voix comme un dizain, à moins que les parties préfèrent dans des semblables cas prendre des arbitres. On pourra pourtant appeler des susdites décisions à la diète ordinaire.

[18^e] Nous demandons aussi qu'on réfléchisse sur des moyens et qu'on convienne quel juge impartial on voudra établir pour les cas où l'évêque se trouverait en conteste avec tous les sept louables dizains, vu que la saine raison et le droit de nature dictent que personne ne peut être juge et partie à la fois ¹⁴.

guère possible de saisir si de Courten propose de sanctionner la coutume ou de la modifier. Sur la « première instance » de l'évêque et sur son *judicium generale*, v. *Vallesia*, VI, pp. 127-129, 142, 149 ; VIII, p. 177 ; XIII, pp. 161, 162 ; XVI, pp. 307, 310, 313.

De Courten rattache naturellement à ce problème dit du *judicium generale*, la question synonyme du « juge général », institution nécessaire pour les cas de litige entre l'évêque d'une part, et les dizains ou les particuliers d'autre part. Les statuts de 1571 n'avaient pas résolu ce point. Dès le XV^e siècle, les « patriotes » avaient réclamé un « juge général » pour tout litige mettant en cause l'évêque ou ses officiers (v. à ce sujet Louis Carlen, *Zur geistlichen Gerichtsbarkeit in der Diözese Sitten im Mittelalter*, dans *BWG*, t. 12, 1958, pp. 277-279, et G. Ghika, *Droits et fiefs...*, op. cit., pp. 196, 203, 204). Cette revendication fut fortement répétée en 1565 (*La fin...*, p. 89). Pour autant qu'on puisse en juger ici, les propositions de Courten ne dépassent pas la ligne admise dans la pratique dès la fin du XVI^e siècle, après les statuts de 1571, à savoir le recours au bailli, à l'official et à deux chanoines (*ibid.*, p. 89, note No 318), et dans les additions de 1598 (*Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus*, Seduni, 1843, p. 165).

Toutefois, de Courten souhaite apparemment étendre l'intervention du juge général à des cas plus nombreux (litiges entre dizains, entre communes, entre l'évêque et les dizains) ; il propose l'intervention de la diète non seulement en cas d'appel, mais dès qu'un litige surgit entre l'évêque et un dizain. Pour l'éventualité d'un différend entre l'évêque et les sept dizains, il songe naturellement à l'arbitrage des cantons catholiques, ainsi qu'il l'écrit expressément dans le texte latin.

On observera que de Courten entend qu'on donne une voix égale à celle d'un dizain, en matière judiciaire, à l'official ou à deux chanoines, lorsqu'ils fonctionnent comme juges généraux. Il voudrait ainsi leur voir attribuer le même suffrage qu'à l'évêque ou au bailli (cf. *Vallesia*, XIII, pp. 201-202 et XVI, p. 308).

§ 5. Vom Recht dess *Fi[s]ci* in *Lubricis*

[19 a] Dieses Recht dem Bischof zugehören in allen Orten, wo nicht sonderheitliche *Privilegia*, oder eine jeweilige und rechtmässige gewohnheit zuwider ist. Damit aber in schwären fällen alle zwischtigkeit ob sie kapital seyn oder nicht gehoben werde, soll sowohl in denen die würcklich angefahren werden, als in allen anderen, die kapital sind, dem Bischof das gewöhnliche *Bannum* bezahlt, das übrige aber dem Richter, dem es rechtwegen zukommt überlassen werden wohl zu mercken, dass dieses *Bannum* zu bezahlen seye, wenn der verbrecher noch abgetragenen gerichtskosten genug zum bezahlen hat. In jenen Orten^u, wo der Bischof selbst Herr ist oder die gerichtsunkosten bezahlt, und die Confiscation zieht, bleibt man bey der allgemeinen Regel der Ortsrechte¹⁵.

[19 b] Kraft dieses Rechts des *Fi[s]ci* soll der Bischof die unehlichen gemess dem Landrecht erben in jenen Orten, die nicht sonderheitlich exempt oder privil[eg]iert sind, doch soll dem Unehlichen vorbehalten seyn die erlaubnis zu testieren von dem dritten theil ihres vermögens ohne unterscheid der ligen den und fahrenden güther, es soll aber dem Bischof obliegen die Unehlichen zu nähren in mangel der Elteren^v.

[19 c] Die findelkinder, von denen man nicht weiss, ob sie ehlich, oder unehlich sind^w sollen auf kosten der Gemeinde, wo sie gefunden werden ernährt werden vorläufig soll aber diese Gemeinde nicht der Bischof das Recht haben, selbe in allem falle zu erben¹⁶.

^u La fin du paragraphe, à partir des mots : *in jenen Orten...*, ne figure pas dans le texte latin.

^v Les mots : *in mangel der Eltern* n'ont pas d'équivalent dans le texte latin.

^w Le membre de phrase : *von denen man nicht weiss ob sie ehlich oder unehlich sind* ne se retrouve pas dans le texte latin.

¹⁵ D'après le titre de ce paragraphe, de Courten n'y traite que des « cas lubriques », soit des délits charnels punis d'une peine de ban ou d'une peine capitale, suivie de confiscation des biens. Il traitera plus loin (paragraphe 13, N° [27]) des confiscations relatives à des délits d'autre nature. On ignore les difficultés qui avaient pu surgir à la fin du XVIII^e siècle, à propos de distinctions entre affaires « capitales ou non ». On peut par contre se représenter en quoi consistait le « ban », majeur ou mineur, versé à l'évêque ou revenant au juge : v. à ce sujet J. Graven, *Essai...*, pp. 426, 427, 430, 431, 436 ; sur la peine pécuniaire de ban en général, pp. 208-211 ; sur les confiscations et sur les frais de justice en pareil cas, pp. 211-213.

On sait que l'évêque prélevait ces droits par le truchement de « fiscaux », un pour le Haut, l'autre pour le Bas-Valais. On trouvera quelques notes sur ces officiers dans l'article de Louis Carlen déjà cité dans notre note précédente (*Zur geistlichen Gerichtsbarkeit...*, pp. 282-283) ; sur les attributions des fiscaux et sur les confiscations, v. notre article déjà cité : *Droits et fiefs...*, pp. 197, 198, 202 et 203. Les droits du fisc épiscopal n'ont pas fait jusqu'ici, à notre connaissance, l'objet d'une étude complète.

§ 5. Du droit de fisc dans les cas lubriques

[19 a] Ce droit appartiendra à l'évêque dans tous les endroits où des franchises particulières et une coutume constante et légitime n'y est pas contraire. Pour éviter pourtant dans des cas plus griefs toute difficulté, savoir s'ils sont capitaux ou non, l'évêque prendra tant dans les cas actuellement contestés que dans les autres, qui sont capitaux, le ban accoutumé, et le reste appartiendra au juge, à qui de droit ; bien entendu que ce ban ne sera payé à l'évêque que lorsqu'il restera au criminel, après les dépens judiciaires payés, de quoi le payer. Dans les endroits qui sont de la juridiction de l'évêque, ou là où il paie les dépens des exécutions et tire les biens confisqués, on suivra la règle générale des droits locaux ¹⁵.

[19 b] En vertu de ce droit de fisc, l'évêque héritera les illégitimes à teneur des statuts, dans les endroits non spécialement exempts et privilégiés. Les illégitimes pourront cependant tester du tiers de leur avoir sans distinction entre les biens meubles et immeubles. Il incombera par contre à l'évêque l'obligation de pourvoir à la subsistance des illégitimes en défaut de parents.

[19 c] Les enfants trouvés, dont on ne sait pas s'ils sont légitimes ou non, seront à la charge de la communauté où ils seront trouvés. Mais cette communauté aura alors préalablement et d'avance le droit de les hériter en cas évenant, et non l'évêque ¹⁶.

Des juridictions particulières — notamment celles de Lötschen — Niedergesteln, la vallée de Viège, Ganter, le Simplon, Agaren, mentionnées parmi d'autres dans les additions de 1598 aux statuts de 1571 (*Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, p. 163, art. LXI), semblent échapper au fisc épiscopal ; cf. les statuts de 1571, art. CLIV et CLV (Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 329, 330) ; *La fin...*, p. 94, N° IX, et *Vallesia*, XIII, pp. 160, 161. De Courten a ces juridictions en vue au début du paragraphe [19 a] ; à la fin de ce paragraphe, il tente au contraire de sauvegarder le régime spécial d'autres juridictions, qui dépendaient encore directement de l'évêque en tant que seigneur, ou des lieux où ce dernier supportait les frais des exécutions capitales.

¹⁵ Sur les droits de l'évêque à la succession des enfants illégitimes, v. les statuts de 1571, cap. XCIV, XCIX, CI (Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 226, 304-305, 306-308) ; cf. *La fin...*, p. 153, N° 12. De Courten se réfère probablement au cas de l'enfant illégitime qui meurt sans laisser de descendance légitime : en pareil cas, l'illégitime ne pouvait léguer plus du tiers de tous ses biens mobiliers ou immobiliers. On ne voit pas que, sur ce point, de Courten propose quelque chose de nouveau.

Par contre, les statuts du Valais ne semblent pas régler l'assistance aux enfants illégitimes ou aux enfants trouvés ; de Courten paraît proposer une répartition équitable de ces frais entre l'évêque et les communes. On ignore quelle était exactement la coutume suivie et s'il y avait contestation sur ce point entre l'évêque et les dizains ; mais on sait par exemple que Loèche refusait le droit de bourgeoisie aux illégitimes (Heusler, *op. cit.*, t. 7, p. 237, N° 6). Enfin, dans le Bas-Valais, depuis le XVII^e siècle, les dizains revendiquaient à leur profit les successions des illégitimes à titre de biens de mainmorte (cf. notre article : *Droits et fiefs...*, p. 196).

§ 6. Dass Recht die Ehlichen zu Erben

[20 a] In abgang aller Blutbefreunden im uierten grade soll die uerordnung des Landrechtes beobachtet werden ¹⁷.

[20 b] Wenn aber solche verstorbene oder der selben Erben ^x Ausländer wären, also dass das nun eingeführte *Jus albinatus* Plaz hätte (nichts zu melden uon der talliabilitet, worinfals die Revision soll in acht genohmen werden) sollen ihre güther dem Richter oder der Gemeinde zufallen nach dem gebrauch der Gemeinde ^y, wo die güther gelegen sind. Wenn Hipoticierte schulden, wo die Hypothec, wenn laufende schulden uorhanden sind, wo der schuldner gelegen ist. Wegen dem *Jure* ^z *albinatus* wird man mit Siders und Leuck besonders übereinzukommen trachten.

[20 c] Es sollen ^{aa} aber solche Ausländer zum nachteil solcher Erben nicht anders testieren können als andere Landsleute laut landrecht, eben dieses ist eben auch uon Landsleuten zu uerstehen, welche ohne Erben im uierten grade absterben, damit dieses Recht nicht gantz unnuz werden.

§ 7. Das Recht geld zu schlagen

[21] Soll dem Bischof zugehören sambt allem damit uerbudenen Nutzbarkeiten und Beschwerden, wie die Rechte hierüber sprechen. Doch soll kein geld geschlagen werden ohne Einwilligung des weltlichen standes, dessen wapen mit dem ausdruche Republick darauf sollen gepräget werden ¹⁸.

^x Les mots : *oder der selben Erben* n'ont pas d'équivalent dans le texte latin. — Le texte français mentionne « la dernière revision » des statuts.

^y Le texte latin mentionne l'usage « des dizains et juridictions ».

^z La fin du paragraphe, depuis les mots : *wegen dem Jure* ..., ne figure pas dans le texte latin.

^{aa} Le paragraphe [20 c] est rédigé de manière plus concise en latin : « si de tels étrangers meurent sans héritiers, ils ne doivent pas pouvoir disposer de leurs biens par testament autrement que n'importe quel patriote, afin que ce droit ne devienne pas tout à fait inutile ».

¹⁷ Selon les statuts de 1571, le fisc et la Mense épiscopale héritaient à défaut de parents au quatrième degré (Heusler, *op. cit.*, t. 8, p. 307, cap. C, et p. 303, art. XCI). Cf. *La fin...*, p. 153, N° 13. — Les articles de la « dernière revision » des statuts, concernant les taillables, sont publiés dans *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, *op. cit.*, pp. 188-189 ; cf. Heusler *op. cit.*, t. 9, p. 228. — De Courten fait sans doute allusion au paragraphe 1 de l'article XVI, qui prévoit que si un taillable meurt sans enfant légitime, le juge de l'endroit du décès s'emparera de tous ses biens, meubles et immeubles, sis sur sa juridiction, mais qu'il supportera les charges à proportion des biens ; si le taillable laisse des biens sis hors du pays, ils appartiendront au juge du lieu de son décès. Le tout sous réserve des droits des seigneurs vassaux qui ont encore quelques taillables dans le pays.

Le droit d'aubaine (mot qui tire son étymologie peut-être du latin *alibi natus*, ou du francique *aliban*) était, depuis le moyen âge, le droit d'un seigneur sur la fortune d'un étranger (aubain), mort sans héritiers dans le pays ; c'était une sorte de droit de mainmorte sur les étrangers. En France, on tendit à en faire un droit régalien dès le XIII^e siècle, et il ne fut aboli que par la Révolution. En Suisse, on le confondit souvent avec celui de traite-foraine (*Fremdlingsrecht*, *Abzug*). A noter que par « étranger », on entendait également les ressortissants d'autres cantons. Mais les cantons suisses avaient souvent renoncé, entre eux, à ce droit, que l'on supprima graduellement au XVIII^e siècle.

§ 6. Le droit d'hériter les légitimes

[20 a] En défaut de tous les parents dans le quatrième degré, on observera la constitution de nos statuts ¹⁷.

[20 b] Si les défunts ou leurs héritiers étaient des aubains, de sorte que le droit d'aubaine nouvellement établi eût lieu (sans parler de la taillabilité, quant à laquelle on observera la dernière revision), leurs biens délaissés appartiendront au juge ou aux communautés suivant l'usage des endroits où les biens sont situés. S'il y a des obligations hypothéquées, où sont les biens donnés en hypothèque ; s'il y a des obligations courantes sans hypothèque, où est le débiteur. Quant à ce droit, on tâchera de faire un accord spécial avec les louables dizains de Sierre et de Loèche.

[20 c] Ces aubains ne doivent point pouvoir tester au détriment des prédits héritiers autrement que les autres patriotes, suivant les statuts. Ceci doit aussi être entendu des patriotes qui meurent sans héritier dans le quatrième degré pour que le droit de succéder ne devienne pas entièrement inutile.

§ 7. Droit de battre monnaie

[21] Il appartiendra à l'évêque avec toute charge et honneur, suivant la teneur des lois ; mais l'évêque ne battra point monnaie sans le consentement de l'Etat laïque, dont on mettra les armes avec l'expression « République » ¹⁸.

En Valais, il donna lieu à de nombreuses discussions dans les recès de la diète du XVIII^e siècle, au sujet du Grand Saint-Bernard. On sait qu'il fut aussi réglé dans l'alliance et dans les traités entre la France et la Confédération suisse : cf. à ce sujet *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, t. 1, Neuchâtel, 1921, p. 453, art. aubaine et t. 6, 1932, art. traite-foraine. Les articles de M. Louis Carlen : *Zum Fremdenrecht im Wallis von 15. bis 18. Jahrhundert*, dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 131-144, et *Die Rechtsstellung der Fremden in der Landschaft Wallis in der Schweiz*, dans *Recueils de la Soc. Jean Bodin*, Bruxelles, 1958, pp. 217-230, ne traitent cet objet qu'en passant. — L'art. XXXII de la dernière revision des statuts valaisans de 1571 (*Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, p. 199, et Heusler, *op. cit.*, t. 9, p. 232) a la teneur suivante : « De la traite-foraine pour les biens vendus. L'usage étant établi par les statuts et les abscheids du Corps Helvétique d'exiger le 5 % pour la traite-foraine, il fut question de savoir si ce droit est dû où se fait le paiement des biens vendus, ou dans le lieu où ils sont situés. Il fut décidé qu'elle doit appartenir à la justice du lieu où les biens sont situés suivant l'usage adopté, en quoi les sujets et juridictionnaires ne sont pas compris ; sur les obligations hypothéquées, ledit droit appartient à la justice du lieu de l'hypothèque ; il est défendu au reste d'exiger quelque chose des gens du pays lorsqu'ils ne sortent pas ». — Par « juridictionnaires », ce texte désigne probablement les taillables. — De Courten ne semble rien proposer de nouveau, si ce n'est qu'il précise le cas des obligations non munies d'hypothèques, et qu'il réserve les cas de Loèche et de Sierre, sur lesquels on n'est pas renseigné.

¹⁸ Sur le droit de battre monnaie, v. notre article : *La régle des monnaies en Valais*, dans *Revue suisse de Numismatique*, t. 37, Berne, 1955, pp. 23-34. — En parlant de « lois », de Courten se réfère sans doute au droit impérial régissant les princes du St-Empire en la matière. — Sur ce droit de monnayage, v. en outre *Vallesia*, XIII, 1958, p. 110, et XVI, 1961, p. 308 ; *La fin...*, pp. 152 et 199, note N° 682. — De Courten est soucieux de mettre fin aux revendications financières des dizains, mais il ne s'oppose ni à l'autorisation de la diète valaisanne, ni à l'apposition des armes des sept dizains, ni à la présence du terme « République » sur les pièces, toutes choses que le clergé valaisan contestait encore au XVIII^e siècle.

§ 8. Das Recht schreiber zu machen

[22] Soll ebenfalls ausschliesslich dem Bischof eigen seyn auch die selben weise wie bisher üblich war. In dem Eyde kann diese *Clausula* beygesetzt werden *ad tenorem hujus Tractatus* um alle gewissensängstigkeiten aufzuheben¹⁹.

§ 9. Das Recht der Mineralien

[23] Soll dem Bischof zugehören^{bb} in seinen Jurisdictionen im unteren Wallis im obren soll alles bey jetzigen sein uerbleiben haben: in anderen Orten im unteren Wallis sollen sie dem gantzen stande zugehören, worin der Bischof nach den allgemein Reglen einbegriffen ist in anschau der Nutzbarkeiten, wie bis dahin²⁰.

§ 10. Das Zollrecht, und Jus Riparum

[24] Soll allenthalben beobachtet werden nach dem heutigen gebrauche²¹, und nach dem sonderheitlichen ortsuerfassungen, Rechten, Privilegien, und gewohnheiten^{cc}.

§ 11. Das Recht den Hencker zu bestehlen und Gnade zu ertheilen

[25] Der hencker soll uom Bischof bestehlet, und ernähret werden, wie bis dahin uom Bischof soll er auch uon allen Ortenher, wo dessen dienste nötig sind^{dd} begehret werden und niemand soll einen anderen bestellen können.

^{bb} Le texte latin donne ce paragraphe sous une forme moins précise : « dans ses juridictions, ce droit reviendra à l'évêque ; ailleurs, il appartiendra exclusivement à l'Etat, Etat dans lequel l'évêque est inclus, en ce qui regarde les émoluments, comme par le passé ». — L'auteur ajoute, en marge du texte latin : « la moitié des émoluments pourrait être cédée à l'Etat, et peut-être aussi pourrait-on distinguer entre les juridictions du Bas et du Haut-Valais ; dans le Haut, plusieurs (émoluments) pourraient être abandonnés à l'Etat ».

^{cc} Le texte latin ajoute en marge : « on pourrait peut-être spécifier certains droits avec plus de clarté, attendu que des documents ont été perdus ».

^{dd} Les mots : *wo dessen dienste nötig sind* n'ont pas d'équivalent dans le texte latin ; à la fin du paragraphe, ce dernier comporte l'addition suivante : « comme il a maintenant (le droit) de mitiger la peine ; de toute façon, il serait très nécessaire de trouver un moyen pour reviser de telles sentences, afin de les casser si elles ont été portées illégalement. En effet, si un recours est ouvert dans les causes civiles, pourquoi le refuserait-on dans les causes capitales ? Il est absolument inhumain et inouï que, dans tout le pays, il ne se trouve personne qui puisse faire grâce de la vie, après qu'une sentence a été portée. Il faut donc délibérer sur les moyens ».

¹⁹ Sur les droits du chapitre et de l'évêché en matière de notariat, en Valais, v. M. Mangisch, *De la situation et de l'organisation du notariat en Valais...*, Saint-Maurice, 1913, pp. 89-97, 162-173. Cet auteur reproduit (p. 165) le texte du serment imposé aux

§ 8. Droit de créer des notaires

[22] Il appartiendra exclusivement à l'évêque de la même façon, comme du passé. Dans le serment, on pourra ajouter cette clause : « à teneur de ce traité », afin d'éviter les remords de conscience ¹⁹.

§ 9. Droit des minéraux

[23] Il appartiendra à l'évêque dans ses juridictions du Bas-Valais. Dans le Haut on conservera les coutumes présentes. Dans le Bas-Valais, hors des juridictions de l'évêque, ce droit appartiendra à tout l'Etat, dans lequel, suivant les règles générales, l'évêque sera compris, quant aux émoluments, comme du passé ²⁰.

§ 10. Droit de péage et rivage

[24] On observera partout la coutume présentement observée ²¹, les droits, constitutions, privilèges et usages de chaque lieu.

§ 11. Droit du bourreau et de faire grâce

[25] L'évêque constituera et nourrira le bourreau comme du passé ; on le demandera à l'évêque partout où on aura besoin de lui, et personne n'en pourra constituer un autre. Toutes les sentences criminelles, sans exception

notaires, d'après un diplôme de 1660. On ignore si des modifications avaient été apportées à l'époque où de Courten écrit. D'après la capitulation de 1613 (*La fin...*, pp. 120 et 125), les patriotes reprochaient déjà à H. Jost de « gloser et innover » dans le serment des notaires : mais à cette époque, il s'agissait sans doute de réserve en matière de foi catholique. — Sur cet objet, v. encore *ibid.*, pp. 153, 199, note N° 682 ; *Droits et fiefs...*, pp. 197 et 198 ; *Vallesia*, VI, p. 141 ; VIII, p. 182 ; X, p. 173 ; XIII, p. 159. — De Courten paraît se borner à garantir à l'évêque seul la nomination des notaires ; c'est au paragraphe 18 ci-après, N° [32], qu'il traitera de la surveillance que l'évêque et les juges doivent exercer sur les notaires.

²⁰ Sur les *mineralia*, par quoi il faut entendre le droit sur les mines, les cristaux de roche, v. *La fin...*, pp. 154, 199, note N° 682 ; *Droits et fiefs...*, p. 198. — De Courten souhaite un partage définitif de ce droit régalien : l'évêque le conserverait à titre de droit seigneurial dans ses juridictions bas-valaisannes ; dans le reste du Bas-Valais, il participerait — à la moitié selon le texte latin — à ces profits, à titre de membre de l'Etat. Dans le Haut-Valais, on respecterait les coutumes établies — probablement surtout depuis l'époque de Hildebrand Jost.

²¹ Le droit de « rivage » se définissait au XVII^e siècle comme le droit de l'évêque d'autoriser les constructions sur les rives des cours d'eau (*La fin...*, pp. 154, 197, note N° 673, 199, note N° 682 ; *Droits et fiefs...*, p. 199). — Sur les péages (*vectigalia*) v. *La fin...*, p. 154, N° 17 (où le mot « impôt » doit être corrigé par celui de « péage ») et p. 197, note N° 673. — De Courten ne prétend toucher ici en rien aux aménagements coutumiers. On ignore à quels « documents perdus » il fait allusion dans le texte latin ; il s'agit apparemment de pièces disparues dans l'incendie de 1788.

Dem Bischof sollen alle, wo immer gefälte Criminal Sentenzen, deren uollziehung durch den hencker geschehen muß uorgewiesen werden; alle sollen uom Bischof unterschriben sein und er soll das *Jus gratiandi* haben ²².

§ 12. Legitimation der Unehlichen

[26] Diese soll dem Bischof zugehören in allem orton dess unteren und oberen Wallis ^{ee}. Es wäre nothwendig, das in anschau der legitimation Regeln fest gesetzt wurden wie weit sich selbe erstrecken künne, domit kein Exces begangen werde zum Nachtheil der Erben uilleicht liesse sich die sache so einrichten:

1) Soll der Bischof *ff* legitimieren können *in ordine ad successionem passivam*, dass nemlich die legitimierte können geerbet werden, in dem diese Legitimation zu keines anderen als des legitimierenden nachtheil gereichen wurde.

2) *Quoad successionem activam* (das nemlich die legitimirten erben künnen) soll die legitimation ohne einwilligung der *haeredum necessariorum* zum nachtheil der ihnen gebührenden *Legitimae* keinen platz haben, wohl aber wenn auf die *Legitimam* kein anspruch kann gemacht werden ^{gg}, oder wenn die legitimation ohne nachtheil desselben geschehen kann, und also der Legitimierte das Recht auf die *Legitimam* von den Elteren.

3) In Anschau der gemeinen Rechte als: däs Landrechts, Burger oder Gemeinrechts in seinen Jurisdictionen des obren sol wohl als unteren Wallis, in der Landuogtey von St Moriz, Nenda, Bagnes ^{hh}, etc. : wenn nicht sonderheitliche Orts *Privilegia* darwider sind, soll der Bischof legitimieren können in anschau des burger oder gemein Rechtes ausser diesen Jurisdictionen und oberwanten orten soll dieses im obren Wallis nicht geschehen können ohne Einwilligung der stadt, Burgschafft oder Gemeinde, welche gleich wie sie dieses Recht schäncken künnen also auch in dieser absicht der Legitimation nicht bedürfen. Das landrecht aber so wohl im obren als unteren Wallis (wenn solches zu erhalten die Legitimation nöthig ware) soll durch selbe anders nicht als im Landrath durch den Bischof und die Gesanten der sieben Lb. Zehnden künnen gegeben werden ²³.

^{ee} Après les mots : ...und oberen Wallis, le texte latin ouvre cette parenthèse : « excepté peut-être le gouvernement de Monthey, où la légitimation doit se faire par l'évêque et l'Etat, selon des règles préétablies ; quant aux émoluments, il les percevra dans le gouvernement comme par le passé ».

^{ff} Au début de ce paragraphe, le latin porte : « l'évêque ou l'Etat pourront légitimer tous les illégitimes, selon les diversités locales... ».

^{gg} La fin de ce paragraphe revêt, dans le texte latin, une forme un peu différente : « cela pourra se faire, sous réserve de la légitime, dans les lieux et cas où elle n'est pas due, et là où il n'y a pas d'héritiers de plein droit ».

^{hh} Le texte latin passe sous silence Nendaz et Bagnes. — Les mots : *wenn nicht sonderheitliche Orts Privilegia dawider sind* n'ont pas d'équivalent dans le latin.

²² Sur le droit d'entretenir le bourreau et de faire grâce, v. J. Graven, *Essai...*, pp. 271-274 ; *La fin...*, pp. 152, N° 4, 173, 174 ; *Vallesia*, VI, pp. 120, 127 ; VIII, p. 183 ; X,

des lieux, dont l'exécution doit se faire par le bourreau, seront présentées à l'évêque ; elles seront signées de lui et il doit avoir le droit de faire grâce ²².

§ 12. *Légitimation des illégitimes*

[26] Ce droit appartiendra partout, soit dans le Haut-Valais, soit dans le Bas, à l'évêque. Il serait pourtant nécessaire qu'à cet égard on établît des règles jusqu'où ce droit peut s'étendre pour éviter tout excès au détriment des héritiers. Peut-être la chose pourrait être réglée ainsi :

1) L'évêque pourra légitimer quant à la succession passive, c'est-à-dire que le légitimé puisse être hérité, puisque cela ne ferait de tort qu'à celui qui légitimerait.

2) Quant à la succession active (soit que le légitimé puisse hériter) la légitimation ne pourra point se faire au détriment de la légitime due aux héritiers nécessaires, sans leur consentement, mais bien lorsque la légitimation peut se faire sans préjudice de la légitime ou quand celle-ci n'est point due. Par conséquent, le légitimé aura droit sur la légitime de père et mère.

3) Quant au droit de patriotage, bourgeoisie ou de communier, l'évêque pourra légitimer dans ses juridictions soit dans le Haut que Bas-Valais, ainsi que dans le gouvernement de Saint-Maurice, Bagnes, Nendaz, etc. (sauf les privilèges et franchises contraires) en vue du droit de bourgeois et de communier. Hors des lieux prédits, dans le Haut-Valais, l'évêque ne pourra à cet égard légitimer sans le consentement de la bourgeoisie ou communautés qui peuvent de leur gré, sans avoir besoin de cette légitimation, accorder ce droit. Le droit de patriotage (si toutefois la légitimation peut être nécessaire pour l'obtenir) ne pourra être accordé soit dans le Haut, soit Bas-Valais, qu'en diète par l'évêque et les députés des louables sept dizains ²³.

pp. 173-175 ; XIII, pp. 160-161. — Sur le bourreau, cf. *Droits et fiefs...*, pp. 198, 202. — Au XVII^e siècle, l'évêque se déclarait seul en droit d'entretenir le bourreau pour tout le Valais (cf. J. Graven, *op. cit.*, pp. 139-141 ; *Vallesia*, VI, pp. 120, 127 ; VIII, p. 183 ; X, pp. 173-175 ; XIII, pp. 160-161). — De Courten propose d'en revenir, en fait, au régime antérieur à Hildebrand Jost !

²³ Pour le droit de légitimer bâtards et incestueux, v. *La fin...*, pp. 153, N^o 11, 198, note N^o 682 ; *Vallesia*, VI, pp. 118, 120 ; VIII, p. 183 ; XIII, p. 159 ; *Droits et fiefs...*, p. 198.

Le texte de Courten est intéressant en ce qu'il montre bien les raisons pour lesquelles les patriotes s'opposaient à l'exercice de ce droit régalien par l'évêque. Mise à part la question de prestige du souverain, ces légitimations se heurtaient à des difficultés pratiques d'ordre privé successoral, et, sur le plan du droit public, à l'octroi des droits de bourgeoisie ou de citoyenneté valaisanne.

En ce qui regarde le droit successoral, de Courten propose : 1^o que l'évêque puisse légitimer quant au droit de succession sur la fortune du bâtard : car l'évêque perdait lui-même, en pareil cas, son droit de succéder aux biens de l'illégitime (cf. notre note

§ 13. Confiscation der Güther wegen verbrechen

[27] Diese soll dem Bischof zugehören in jenen Orten, wo er die kôsten überträgt diese aber sollen bezahlt werden *ex bonis liquidioribus* das ist, von fahrenden güthern, eben so auch das *Bannum* des Richters²⁴: solte hernach noch etwas von fahrenden güthern überbleiben, sollen sie dem Richter bleiben die ligenden güther aber sollen sammentlich dem Bischof zufallen, der die unkôsten aushalten soll. Diser punct, wie es von sich selbst erhellet betrifft die Jurisdictionen des Bischofs nicht, in welchen nach den Orts bräuchen und Rechten gehandelt wird ü.

§ 14. Die grossen Banna

[28] Obschon das Landrecht diese dem Bischof und der bischöflichen taffel zueignet so will man es doch bey der ietzt eingeführten gewohnheit bewänden lassen kraft welcher Bischof diese ausser seinen Jurisdictionen *ii* für sich selbst zu reden, nicht mehr zu beziehen pflegt²⁵.

ii Le texte latin ajoute et souligne, à la fin de ce paragraphe : « on pourra spécifier ces lieux, Sierre, Loèche. — Exception est faite pour le temps du vidomnat ».

ii Le texte français omet de traduire les mots : *ausser seinen Jurisdictionen*. — Le texte latin ajoute à la fin du paragraphe : « si toutefois ils en percevaient encore ailleurs, cette coutume serait également maintenue ».

N° 16 ci-dessus). — 2° que le bâtard légitimé par l'évêque ne puisse hériter que s'il ne compromet pas la réserve (« légitime ») des autres héritiers légaux de ses parents.

De Courten prévoit deux exceptions : a) le cas où les autres héritiers donnent leur consentement ; b) celui des localités dont la coutume ne prévoit pas de réserve successorale. — A la fin du paragraphe, qui n'est pas très clair, l'auteur veut probablement dire qu'en ce dernier cas le légitimé peut compromettre la « légitime » prévue par les statuts de 1571.

On sait que, d'après les statuts de 1571, cap. CI (Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 307-308, et B.-E. Crompt, *Elementa juris romano-vallesii*, Seduni, 1841, pp. 224-227), les deux tiers des immeubles héréditaires constituaient la réserve des héritiers, tandis qu'on pouvait librement disposer des acquêts et des meubles, hormis le cas où le *de cuius* ne posséderait que des biens mobiliers ou des acquêts.

Sur le plan du droit public, de Courten voudrait que, sauf franchise locale contraire, l'évêque puisse légitimer et accorder par voie de conséquence le droit de « communier » (nous dirions de bourgeois) dans ses juridictions tant du Haut que du Bas-Valais, ainsi que dans le gouvernement de Saint-Maurice, y compris la majorité de Nendaz-Hérémence, et Bagnes, qui était seigneurie de l'abbé de Saint-Maurice. Le « etc. » couvre probablement Monthey où de Courten voudrait rétablir l'intégralité des droits épiscopaux (cf. notre note N° 13 ci-dessus) ; à noter toutefois que, dans le texte latin, de Courten met bien à part le gouvernement de Monthey. — Dans le Valais au-dessus de la Morge de Conthey, la légitimation n'entraînerait d'effet qu'avec l'assentiment de la commune intéressée. De Courten ménage ici la souveraineté des dizains, car le référendum s'exerçait, au moins théoriquement, en assemblée communale (cf. W.-A. Liebeskind, *Das Referendum...*, *op. cit.*, pp. 12-39).

De Courten précise enfin que le titre de « patriote » (soit de patriote-sujet dans le Valais en dessous de la Morge de Conthey, soit de « franc-patriote » en dessus) ne pourra s'obtenir par simple effet d'une légitimation accordée par l'évêque : les droits souverains

§ 13. Confiscation des biens par rapport aux délits

[27] Elle appartiendra à l'évêque dans les lieux où il supporte les frais des procédures criminelles ; ces frais seront payés par les biens plus liquides, c'est-à-dire par les meubles, comme aussi le ban au juge²⁴. Si après frais faits il reste encore des biens meubles, ils appartiendront au juge, les immeubles par contre à l'évêque, qui supporte les dépens. Il est clair par soi-même que ce point ne regarde point les juridictions de l'évêque, où on procédera suivant les lois et les coutumes des lieux.

§ 14. Les grands bans

[28] Quoique les statuts les adjugent à l'évêque et à la mense épiscopale, on ne changera pourtant rien à la coutume présente, en vertu de laquelle l'évêque ne les tire pas, à régulièrement parler²⁵.

de la diète valaisanne sont ainsi sauvegardés. — Sur la naturalisation valaisanne, cf. Louis Carlen, *Zum Fremdenrecht...*, dans *Vallesia*, VIII, p. 139. — On observera que la réception à titre de patriote-sujet ne figure pas dans les recès de la diète ; on a néanmoins la preuve que la diète valaisanne l'accordait assez facilement, moyennant finance, et que ce cas s'est notamment produit pour des réfugiés français à la fin du XVIII^e siècle (Archives de l'Etat du Valais, fonds Pierre de Rivaz, N^o 29, et photocopies Ph 442 et 453). Le titre de patriote était parfois conféré en diète à des personnes qui n'avaient pas obtenu de droit de bourgeoisie. La revision des Abscheids depuis 1597, art. XLVI (*Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, p. 206) interdit par contre aux communes du Haut-Valais de recevoir des étrangers qui n'auraient pas été reçus patriotes au préalable. — Ajoutons encore qu'en 1732 on insista sur la nécessité du référendum avant d'admettre des « patriotes » (*Vallesia*, V, p. 215, art. 11).

²⁴ Sur les confiscations et les bans, v. ci-dessus notre note N^o 15. En matière de confiscations, de Courten voudrait réformer la situation telle qu'elle est décrite dans le catéchisme de 1768 (*Vallesia*, XIII, p. 161), où il est dit que l'évêque supporte les frais de justice, même dans les lieux où il ne bénéficie pas des confiscations. Au surplus, l'auteur s'en tient aux statuts de 1571 (cap. CLIV, CLV, dans Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 253, 329, 330) et aux additions de 1598 (art. LXVII, *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, p. 165). Il réserve seulement les juridictions épiscopales et les coutumes contraires. — Sur les confiscations, cf. en outre J. Graven, *Essai...*, pp. 211-213 ; *La fin...*, pp. 89, 94, 121-122, 152, 199.

Dans le texte latin, de Courten fait allusion on ne sait à quels cas pour Sierre et Loèche. — Le « temps du vidomnat » désigne sans doute les mois de mai et d'octobre, ainsi que les jours ou heures pendant lesquels le vidomne exerçait sa juridiction (J. Graven, *ibid.*, pp. 102-106, 113).

²⁵ Sur les grands bans, v. nos notes ci-dessus, N^o 15 et 24 ; J. Graven, *ibid.*, pp. 208, 209. Il s'agissait des grandes amendes de 60 livres. Ces bans étaient réservés à l'évêque par les additions de 1598 (art. LXI, *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, p. 163), sous réserve de Niedergesteln, Lötschen et d'autres juridictions (vallée de Viège, Ganter, Simplon, Agaren, etc.). Cf. les statuts de 1571 pour le cas de vol (cap. CLIV, Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 247 et 329). — Il convient d'enregistrer la remarque de l'auteur, selon laquelle, de son temps, la coutume n'était plus que l'évêque en bénéficiât. — Sur les grandes amendes, v. en outre *Vallesia*, XIII, p. 160, où il est dit qu'à Loèche l'évêque bénéficiait des confiscations, mais non des grandes amendes. — Cf. *La fin...*, pp. 84, 88, 94-95 et 121.

§ 15. *Freuda und Fideliteten* ²⁶

[29] In allen disen sollen die uerortnungen oder Consti[tu]tionen des Landrechts beobachtet werden ^{kk}.

§ 16. *Jurisdictiones und Herrschaften*

[30] Sie sollen als ein Eigenthum der Bischöflichen taffel erkännet werden ^{ll} wie sie es auch sind, in fällen, wo gehling in einem streithandel, die in selben oder in jenen des Capituls sich erreget zu dem Landrath appelliert werden, soll der Bischof presidieren, und die Entscheidung und letste stimme haben. Es soll uon der ganzen Landesion ein dringender befehl allen Bischöflichen Jurisdictionar gemeinden ertheilet werden, das sie ihre *Instrumenta* und *actus* aufweisen, damit man Copie dauon nehmen, und so die uerb[r]anten ersetzen können, allen üblen folgen uorzubügen ²⁷.

§ 17. *Bündnisse*

[31] Mit den sieben katolischen Orten sollen hinfiran die Bündnisse erneueret werden, wie es bis dahin geschehn, wenn andere alte mit jemanden solten erneueret werden soll man sich nach ihrem Einhalt richten doch das laut uorangesetzten allgemeinen grundsätze der Bischof der erste genamset werde, *Nos Episcopus, etc., Ballivus, et Oratores* ²⁸. Man soll aber keine machen können, welche wider die Rechte der kirche, die in disem tractat erkennenet und bestetiget worden, und *vicissim* ^{mm} in anschau der siben zehnden Rechten.

^{kk} A la suite du paragraphe 29, le texte latin comporte un paragraphe (29^{bis}) intitulé : « spoliis des ecclésiastiques et annates », qui ne figure aucunement dans le texte allemand ni dans la traduction française. Il a la teneur suivante : « Ces droits ne concernent pas cette transaction, vu qu'ils appartiennent à l'évêque comme tel ; le possesseur actuel sera maintenu pour ces droits selon l'usage constant ».

^{ll} Dans le texte latin, tout ce paragraphe n'a que la teneur suivante : « on devra reconnaître (que les juridictions) appartiennent à la Mense épiscopale ; on pourra les spécifier avec leurs droits et privilèges respectifs ».

^{mm} Le texte latin précise : « et vice-versa, l'évêque ou le chapitre pourront conclure, etc. ».

²⁶ Par « fiefs et fidélités », il convient d'entendre les fiefs-liges et autres, réglementés par les statuts de 1571 (cap. CXXIV-CXXX, dans Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 317-322) et par les additions de 1598 (art. LV, *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, p. 160). — De Courten ne semble guère favorable au rachat de ces fiefs. On sait combien les dizains avaient réclamé ce rachat dès le XVII^e siècle (*La fin...*, pp. 120, 126, 130 ; *Droits et fiefs...*, p. 195 ; *Vallesia*, V, pp. 206-208, 211).

§ 15. *Fiefs et fidélités* ²⁶

[29] On observera en tout et partout les constitutions des statuts.

§ 16. *Juridictions et seigneuries*

[30] On les reconnaîtra comme biens propres de la mense épiscopale, comme elles le sont effectivement. En cas de procès qui y arrivent, ou dans celles du chapitre, et qu'on y appelle en diète, l'évêque présidera et aura la dernière voix décisive. L'assemblée générale de la diète donnera des ordres très stricts pour que toutes les communautés des juridictions épiscopales produisent leurs actes et titres, afin d'en pouvoir prendre copie et rétablir les actes brûlés, pour empêcher toute suite fâcheuse ²⁷.

§ 17. *Alliances et traités*

[31] On renouvellera l'alliance avec les 7 louables cantons, à l'accoutumée. S'il arrive qu'on renouvelle d'autres alliances anciennes, on observera leur teneur ; mais que suivant les règles générales déjà établies, l'évêque soit nommé le premier : *Nos episcopus, ballivus et oratores* ²⁸. Mais on n'en pourra point faire, qui soient contraires aux droits de l'Eglise, et réciproquement des sept louables dizains établis dans ce traité.

Dans le texte latin, de Courten fait ensuite allusion au *spolium* et aux annates. On ne peut saisir s'il s'agit des annates versées à Rome par l'évêque à l'occasion de sa nomination ou au contraire d'un droit d'annates que l'évêque aurait encore prélevé sur des ecclésiastiques de son diocèse à leur entrée en fonctions. Mais on ignore tout de l'existence éventuelle d'un tel droit. — Le *spolium* des ecclésiastiques ne faisait plus guère parler de lui au XVIII^e siècle, mais il en avait été souvent question au XVII^e (v. notre article : *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de H. Jost* (1613-1634), dans *Vallesia*, II, p. 156 ; *La fin...*, pp. 110, 111, 120, 126, 131, 237, 262 ; *Vallesia*, V, p. 206).

²⁷ Sur les juridictions et seigneuries épiscopales au XVII^e siècle, v. la liste de ces droits et fiefs dans notre article *Droits et fiefs...*, pp. 194-210. — Il existait en outre des seigneuries relevant du chapitre de Sion. — De Courten veut probablement dire ici que la diète devrait exiger la production des actes de franchises conférées aux juridictions épiscopales ; sans doute, une collection de copies de ces privilèges avait-elle disparu dans l'incendie des archives de l'évêché en 1788, et il était souhaitable de la reconstituer.

La procédure réglant les appels émanant de juridictions épiscopales ou capitulaires ne semble pas avoir été codifiée dans les statuts de 1571 ni dans les additions ultérieures (cf. *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus...*, p. 195, art. XXVI).

²⁸ Sur les alliances avec les cantons catholiques et sur les autres alliances, v. notre note N^o 7 ci-dessus.

§ 18. Strafen der schreiber als solche

[32] Diese sollen *fori concurrentis* zwischen dem Bischof und ⁿⁿ den herrn der Richtern der Orte seyn, so das die Praevention platz habe; es soll aber dem Bischof allein zustehn in eräügnenden fällen einen schreiber seines Ambtes zu entsetzen, ouch nach dem ein anderer Richter ihn auf eine andere art gestrafet hatte *propter crimen falsi*: oder auch wie man zu reden pflegt die feder widerum zu erstatten; es uerstet sich uon sich selbst, das diese entsetzung nicht zu uerstehen ist uon solchen Capital lasterthaten, die *ipso jure* einen schreibe[r]n zu diesem ambte uollkommen unfähig machen. Die ob und Einsicht in die Protocol der schreiber soll im gantzen Vaterlande dem Bischof zugeheren, so oft er es für nützlich oder notwendig befindet. Im übrigen sollen hierin die uerordnungen des Landrechtes gehalten werden ²⁹.

§ 19. Neue Gesätze

[33] Allgemeine, die das gantze Vaterland uerbinden, sollen keine ohne stimme des Bischofs und kapituls gemacht werden, wie es bishero gepflegt worden, uielweniger solche, die wider diesen tractat oder andere Rechte der kirche ^{oo}, des Bischthums, des kapituls, und geistlichen rechtmässigen Immuniteten laufen ³⁰.

Vorbehalt

[34] Wir erk[l]ären uns und protestieren förmlich *pp*, dass, wenn dieser unser freundliche antrag und uorschlag nicht solte genehmiget werden, wir

ⁿⁿ Le texte latin précise : «... entre l'évêque et les seigneurs ou les juges des lieux ». Le texte français comporte aussi la conjonction ou. — La rédaction du latin diffère, pour la forme, dans la suite du paragraphe : « seul l'évêque peut priver quelqu'un de son office, à moins que le crime ne soit nettement capital, ce qui entraîne destitution de plein droit ; s'il s'agit d'un autre crime de faux, la destitution pourra être prononcée ; l'évêque pourra la décréter en plus d'une autre peine infligée par le juge ; il pourra semblablement rendre la plume ». — Les deux dernières phrases du texte allemand n'ont pas d'équivalent dans le latin.

^{oo} Les mots : *wider diesen tractat oder andere Rechte der Kirche* ne sont pas rendus dans le texte latin. — A noter que dans ce dernier, ce paragraphe est intercalé entre les paragraphes 28 et 29 des textes allemand et français.

^{pp} La réserve finale est différente dans le texte latin, où elle ne porte pas de titre et a la teneur suivante : « ceci est un simple projet pour une vue d'ensemble ; il faudra le rédiger bien plus clairement et de manière plus étendue. Des points particuliers devront être développés. Le tout sous réserve de meilleur conseil et de correction de la part des intéressés. Adrien de Courten, vicaire général et chanoine de Sion, donne ainsi son avis et l'a noté brièvement, en l'an 1789 ». — La traduction française se termine par un post-scriptum contenant une protestation supplémentaire relative à des erreurs éventuelles de traduction, l'exemplaire allemand faisant foi en cas de divergences. Quant au post-scriptum du texte allemand, il s'adresse au « dizain » de Mörel, ou plutôt de Rarogne : de Courten s'y offre à lui communiquer, sur sa demande, un résumé des remarques qui avaient été faites au cours « de la conférence ».

§ 18. Punitons des notaires comme tels

[32] Elles doivent être du for concurrent entre l'évêque et les seigneurs ou juge locaux, de sorte que la prévention aura lieu. Mais l'évêque seul pourra en cas arrivant priver le notaire de son emploi de notaire, même après qu'un autre juge l'aurait châtié d'une autre manière par rapport au crime de faussaire. De même, comme l'on dit, lui rendre la plume. Il est évident que cette déposition ne pourra avoir lieu dans les cas de crimes capitaux, qui rendent un notaire *ipso jure* incapable de sa charge. L'inspection et le droit des protocoles des notaires appartiendra dans tout le pays à l'évêque, autant de fois qu'il le jugera utile ou nécessaire. On observera en ceci les ordonnances statutaires²⁹.

§ 19. Lois nouvelles

[33] L'on n'en pourra point faire de générales concernant toute la patrie sans le suffrage de l'évêque et du chapitre, comme il a été usité jusqu'à présent : moins encore des lois qui seraient contre ce traité ou autres droits de l'Eglise, de l'évêché, du chapitre et l'immunité ecclésiastique légitimement établie³⁰.

Proteste

Nous nous déclarons et protestons formellement que si le présent projet d'accommodement amiable n'est pas accepté, nous regarderons tout ceci

²⁹ Sur le notariat en Valais, v. notre note N° 19 ci-dessus. — Les notaires valaisans étaient soumis au droit pénal ordinaire (M. Mangisch, *op. cit.*, p. 125 ; cf. J. Graven, *Essai...*, p. 341, faux en écriture). — De Courten propose que l'évêque soit compétent au même titre que tout juge local, et que le tribunal le premier saisi instruisse le procès ; que, par contre, seul l'évêque ait compétence pour retirer la plume ou la restituer à un notaire.

Par « inspection et droit des protocoles », de Courten entend sans doute la surveillance des minutes notariales (M. Mangisch, *op. cit.*, pp. 125-128, et statuts de 1571, cap. LXXVII, dans Heusler, *op. cit.*, t. 8, p. 295). L'évêque comptait parmi ses droits régaliens, au XVII^e siècle, la « saisie des protocoles », et le serment ou la destitution des notaires (*La fin...*, p. 153, N° 10).

Les « ordonnances statutaires » se retrouvent dans les statuts de 1571, cap. LXXII-LXXVIII (Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 293-295).

En bref, de Courten paraît revendiquer au maximum un droit égal, pour l'évêque, à celui d'un juge ou d'un gouverneur valaisan, en matière de notariat. — On sait que le bailli Burgener n'avait pas contesté les droits épiscopaux à cet égard (*Vallesia*, VIII, p. 182), mais qu'il s'opposait à ce que l'évêque en tirât argument en faveur de sa prétendue souveraineté (cf. *Vallesia*, XIII, p. 159).

³⁰ Le droit de l'évêché et du chapitre de participer à l'établissement des lois a été vivement revendiqué par le chapitre de Sion dès 1732 (*Vallesia*, V, pp. 219, 226 ; VI, pp. 115, 128, 139 ; X, pp. 175, 180). Le bailli Burgener et ses disciples n'ont pas moins vivement combattu cette prétention (*Vallesia*, VIII, pp. 181-182 ; XIII, pp. 151-153, 157, 159, 161-163, 166, 167 ; XVI, pp. 305-306 et 308).

alles dieses ansehen, als wenn niemahl dauon wäre geredet worden: das man mithin hieraus keine folge ziehen könne, als wenn wir im geringsten einigen Rechten entsaget, oder die selben aus abgang der Probe nicht unterstützen könnten.

P. S. Wenn uilleicht der Lob. Zehnden einen kürzern begrif den in der Conferenz angebrachten Anmerckungen uerlanget, wolle er mir dauon dem Herrn Official De Courten dauon berichten, dieser wird so bald es ihnen möglich ist, damit aufwarten.

comme non avenu, et comme si nous n'en eussions jamais parlé ; qu'on n'en puisse tirer aucune conséquence, comme si nous avions renoncé en rien à nos droits ou comme si nous ne fussions pas en état de les soutenir, défaut de preuves.

Post-Scriptum

Le traducteur proteste pour sa personne que si, par hasard, il n'a pas exactement attrapé le sens de l'original allemand, rapport y soit toujours et en tout.

Annexe

Jura quae in posterum episcopo et Ecclesiae sunt relinquenda (1789) ^a

Circa electionem

[1] Praenotandum quod electio episcopi seu potius designatio in posterum celebrari debeat sicut nunc celebratur ; obtineri a Sede Apostolica consensus perpetuus ut sic facta firma sit et teneat.

[2] Post mortem episcopi status et capitulum sigillum imprimant cancellariae ubi reponitur gladius regaliae.

[3] In electione auferatur sigillum, ab iisdem qui posuerunt in praesentia quorundam ex statu et capitulo.

[4] Electo gladius tradatur a ballivo et primo ex capitulo, [5] et episcopo preferatur in solemnitatibus omnibus prout hucusque factum est etiam presentibus proceribus ^b.

[6] Omittantur in posterum protestationes solitae in electione. Sed emittatur juramentum de perpetuo conservando hoc tractatu : quo emisso consueta prius emittantur juramenta ab episcopo et proceribus patriae et capitulo de conservandis mutuis juribus, immunitatibus, privilegiis, fidelitate et obedientia ^c ; sub conditione expressa et ante omnia praemittenda, ut per hunc tractatum fateantur patriotae jus praefecturae et comitatus cum appendentiis suis infra specificè exponendis esse annexum episcopatui et ab eo inamovibile, episcopumque caput esse reipublicae liberae ac verum status membrum ^d. Qua sola emissa confessione et promissione omnino nihil fieri potest.

Sede vacante

[7] Tota jurisdictio temporalis et spiritualis cum omnibus juribus episcopo competentibus devolvatur ad capitulum seu vicarium capitularem : qui proin comitiis intersit ut episcopus cum iisdem juribus, praeminentiis sed et oneribus consuetis donec sit electus episcopus.

N.B. Si aliter haec concedere nollent, an non satius videtur ut ballivus vel ex quolibet deseno unus admittatur ad electionem huius vicarii ^e ?

^a La date de 1789, qui se trouve dans la marge, est de la main du chanoine Anne-Joseph de Rivaz.

^b Tout ce paragraphe [5] figure en marge.

^c Les mots : *et capitulo de conservandis...* jusqu'à : *et obedientia* sont une adjonction écrite en majeure partie dans la marge.

^d Les mots : *episcopumque...* jusqu'à : *membrum*, sont écrits dans la marge.

^e Le texte de tout ce N.B. figure en marge.

Sede plena ratione comitiorum

- [8] Suffragium episcopi in omnibus omnino *f* computetur pro deseno.
- [9] Teneantur comitia generalia semper Seduni in castro nisi consentiat episcopus ut alibi per accidens celebrentur.
- [10] Diete particulares alibi teneri poterunt, sed invetetur ad omnes episcopus et concedatur ipsi ut alium suo nomine mittere queat cum mandato.
- [11] In omnibus omnino actibus nomine status emanatis episcopus nominetur primus.
- [12] In emolumentis se habeat ut nunc : specificentur ista onera quoque jentaculorum subeat et forte etiam prandii *g* : ut hucusque factum. Salva legitima causa : forte melius nullum quoad prandium admittetur debitum. Conveniendum erit.
- [14] Comititia convocentur a ballivo uti dietae. Sed exprimatur convocata fuisse de consensu episcopi, qui proin prius moneatur. Celebrentur ut hactenus ratione sessionis : sed clausula prima, loco in Beyseyn, sonet : mit Gutheissen *h* und Beyseyn (Gegenwart) ihr Hochw. Gnaden. Clausula auf gutheissen Râth und Gemeinden ne crabrone excitentur tutius manebit eadem.
- [15] Detur episcopo recessus seu Abscheid. 12 sacci salis, etc. *i*.
- [16] In electione ballivi, etc. peragantur omnia ut hucusque factum est.
- [17] In juramento gubernatoris Montheoli etiam fiat mentio episcopi.

Ratione judicii generalis

- [18^a] Episcopo et officiali illius competat tenore statutorum salvis tamen locorum quorumdam aut desenorum statutis particularibus, vi quorum omnes coram suis iudicibus tenentur evocare suos defendentes seu reos, si tamen iudex ipsemet aliquis in officio non reperiatur in certis casibus, tunc ubique integrum sit forma statutorum recurrere ad episcopum, officialem, ballivum, viceballivum, ne partes iudice destituantur et teneantur invite eligere arbitros. Pariter hi iudices generales sint in causis inter desenos *j* hinc inde agitatis : nisi valent mutuo consensu eligere arbitros.
- [18^c] Ballivus cum officiali sedunensi (si ille interessatus non sit) seu viceballivus : qui pro casu necessitatis tertium sibi adungere valeant ; sint iudices

f L'auteur souligne *omnino*.

g L'auteur souligne les mots : *specificentur ista* et *forte*.

h L'auteur souligne : *mit Gutheissen*.

i Ce paragraphe paraît être une adjonction un peu postérieure au texte.

j L'auteur souligne *desenos*.

in causis inter episcopum jurisdictiones quasdam particulares, communitates ac personas particulares.

[18 d] Si inter episcopum et integrum desenum, cause terminentur in comitiis etiam praesente officiali, vel secundum revisiones duobus ex capitulo suffragium instar deseni habentibus, nisi malent mutuo consensu eligere arbitros.

[18 e] N. B. Si inter episcopum et totam patriam seu desenos, conveniendum erit : vix recurrere volent ad cantones catholicos seu arbitros ex illis eligendos, quod justissimum erit, et praxi Helvetie conforme.
Ab his tamen precedentibus judiciis omnibus appellatio dabitur ad comitia.

Ratione fisci in lubricis

[19 a] Jus hoc episcopo concedatur in omnibus locis ubi specialia privilegia ac constans jam ac indubitata consuetudo contraria non viget. Ut autem omnis ratione casuum graviorum tollatur disceptatio an sint capitales nec ne. In casibus actu controversis uti 2do aequali, etc., episcopo bannum ordinarium persolvatur, reliqua relinquantur judici ordinario loci ; bene notandum si delinquens sat bonorum habeat, ut expense prius solvi queant : bannumque adhuc persolvi.

[19 b] Vi hujus juris episcopus succedat bastardis in locis non specialiter exemptis et privilegiatis (salva ipsis facultate de tertia bonorum suorum parte disponendi) sine exceptione mobilium, ne fraudibus locus concedatur, vel potest concedi licentia donandi medietatem^k mobilium. Tenetur tamen alere bastardos et illegitimos.

[19 c] Expositi alantur expensis loci seu communitatis ubi reperiuntur : sed antecedenter ipsis competat jus (nullum episcopo) illis successu temporis succedendi.

Jus successionis

[20 a] Servetur constitutio statutorum in defectu omnium consanguineorum in quarto gradu.

[20 b] Si tamen tales defuncti alienigenae sint ita ut jus albinatus locum habeat (praescindendo a talliabilitate circa quam observetur revisio) bona deveniant ad judices aut communitates^l locorum ubi bona sita sunt ; si debita hypothecata, ubi est hypotheca ; si currentia, ubi est debitor, pro diversa praxi desenorum et jurisdictionum.

[20 c] Non possint tamen tales sine heredibus decedentes aliter de bonis suis testari quam quilibet alius patriota, ne jus fiat omnino inutile.

^k L'auteur souligne *medietatem*.

^l L'auteur souligne *judices* et *communitates*.

Jus monetae

[21] Competat episcopo eam cudendi cum emolumentis et oneribus annexis prout jura circa hoc jus statuunt ; non tamen cudat sine consensu status cujus insignia imprimantur monetae cum expressione Reipublicae ^m.

Jus creandi notarios

[22] Pariter exclusive competat episcopo modo hucusque consueto. In jramento tamen addatur clausula si placet : ad tenorem hujus tractatus ⁿ, ad tollendas conscientiae anxietates.

Jus mineralium

[23] In suis jurisdictionibus competat episcopo, in aliis integro statui cui includitur episcopus ratione emolumentorum ut hactenus.

N. B. Medietas emolumentorum cedi posset statui forte etiam distingui posset inter jurisdictiones inferioris Vallesiae et superioris, in hac plura relinqui statui ^o.

Jus vectigalium, riparum

[24] Observetur ubique secundum modernam praxim et speciales locorum constitutiones, jura, privilegia, consuetudines. Quaedam fors specificari possent claritatis causa ob deperdita instrumenta ^p.

Jus gratiandi et carnificis

[25] Carnificem alat, constituat episcopus ut hactenus ab ipso petatur ubique locorum, alius constitui nequeat. Ostendantur episcopo omnes sententiae criminales ubicunque latae, quae carnifice quoad executionem indigent. Subscribat episcopus omnes ; et jus gratiandi habeat ut nunc habet mitigandi poenam.

Vel maxime utique foret necessarium ut medium inveniatur quo revisio talium sententiarum daretur, ut si illegitime latae sint possent rescindi ; certe si in civilibus recursus pateat cur in capitalibus negetur ; imo inhumanum et inauditum est, quod in tota patria nullus sit qui vitae gratiam facere queat post latam sententiam : deliberandum ergo de modo.

^m L'auteur souligne *Reipublicae*.

ⁿ L'auteur souligne *ad tenorem hujus tractatus*.

^o Le texte de tout ce N.B. figure en marge.

^p Toute la phrase à partir de *quaedam* figure en marge.

Legitimatio bastardorum

[26] Competat episcopo in omnibus locis inferioris et superioris Vallesiae (excepto forte gubernio Montheolensi, ubi legitimatio fiet per episcopum et statum juxta regulam supra statutam ; emolumenta in hoc gubernio percipiat ut hactenus. Opus esset ut ratione legitimatiois quousque se extendere possit statueretur regula, ne excessus committantur in prejudicium haeredum ; forte non male sic procederetur :

1) Legitimare possit episcopus vel status pro diversitate territoriorum omnes in ordine ad successionem passivam ^q, id est ut haereditari queant : cum in nullius quam proprium praejudicium legitimet.

2) Quoad successionem activam ^r sine consensu haeredum necessariorum in praejudicium legitimae ipsis debitae legitimatio locum non habeat ; bene vero salva legitima in locis ergo et casibus ubi nulla debetur, nulli ergo sunt haeredes necessarii, fieri queat.

3) Ratione jurium communium, videlicet patriotae, vel civis aut communarii sic procedetur, in suis jurisdictionibus tam superioris quam inferioris Vallesiae et in gubernio Agaunensi possit episcopus ratione civitatis aut communarii juris legitimare ; extra illas, non sine consensu communis aut civitatis : quae sicut jus hoc donare possunt, ita reipsa hac legitimatione non indigent, ut recipere quemquam valeant. Jus autem patriotae seu superioris seu inferioris per legitimatioem concedi non possit nisi in comitiis per episcopum et oratores.

Confiscatio bonorum suppliciatorum

[27] Pertineat ad episcopum in locis illis ubi solvit expensas ; hae autem desumendae sint ex bonis liquidioribus, id est mobilibus, uti et bannum judicis ; si quid deinde bonorum mobilium supersit, remaneat judici. Immobilia autem omnia devolvantur ad episcopum, qui ad expensas teneatur. Hoc statutum non tangat jurisdictiones episcopi, in quibus proceditur secundum jura et consuetudines locorum : specificari possent loca, videlicet Sirrum, Leuca. — Excepto vicedominatus tempore ^s.

Magna banna

[28] Quamvis statuta haec tribuant episcopo et mensae episcopali, relinquatur tamen consuetudo nunc vicens in suo robore : vi cujus extra jurisdictiones non amplius percipit. Si tamen alicubi adhuc perciperet, pariter consuetudo continuetur.

^q L'auteur souligne *passivam*.

^r L'auteur souligne *activam*.

^s L'auteur souligne la fin du paragraphe depuis les mots : *specificari possent...* Il biffe ensuite les deux mots : *nihil petat*.

Leges novae

[33] Universales totam patriam obligantes non ferri queant, etiam in rebus non contra Ecclesiam sedunensem sine voto episcopi, ut per se patet, sed etiam capituli ut hucusque factum : a fortiori ergo nullae contra jura episcopatus et immunitatem ecclesiarum.

Quoad feuda

[29] In omnibus servetur constitutio statutorum.

Spolia ecclesiastica et annatae

[29^{bis}] Transactionem hanc non concernunt cum pertineant ad episcopum qua talem ; manuteneatur in juribus hucusque possessis secundum usum constantem.

Jurisdictiones

[30] Agnoscantur pertinere ad Mensam episcopalem. Specificari poterunt^t cum juribus et privilegiis respectivis.

Foedera

[31] Cum cantonibus catholicis ineantur ut hactenus ; antiqua si renoventur secundum eorum tenorem ; in omnibus tamen omnino secundum ab initio notata ; in actibus fiat mentio episcopi, videlicet Nos episcopus, ballivus, oratores. Iniri tamen nulla queant contra jura Ecclesiae per hunc tractatum recognita aut confirmata, nec vicissim. Ab episcopo aut capitulo iniri queunt, etc.

Poena notariorum qua talium

[32] Sint fori concurrentis inter episcopum et dominos aut judices locorum, ita ut detur locus preventioni. Privare tamen quemdam officio solius est episcopi, nisi crimen plene capitale sit, quod ipso jure privat ; si aliud crimen falsi, mereatur privationem. Illam episcopus ultra poenam aliam a iudice statutam decernere valeat aut restituere^u.

Haec pro synoptico tantum conceptum : longe enim clarius et fusius. Singula sunt explicanda. Ita salvo meliori iudicio et sub correctione eorum quorum interest, breviter censet et notavit Adrianus de Courten vicarius generalis, canonicus sedunensis, anno 1789.

^t L'auteur souligne *specificari poterunt*.

^u L'auteur tire un trait sous ce paragraphe.